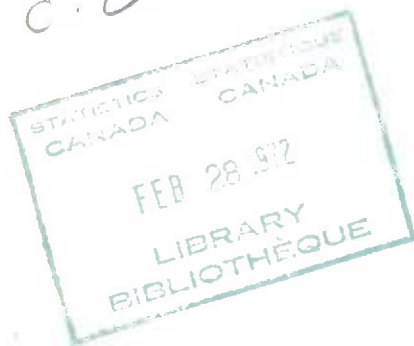


N° DE CATALOGUE

61-204F

ANNUEL

C.2



FINANCES DES ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES

1968

(Exercices clos le plus près du 31 décembre)

ACTIF, PASSIF ET VALEUR NETTE
RECETTES ET DÉPENSES ORDINAIRES

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE
Division des administrations publiques

FINANCES DES ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES

1968

(Exercices clos le plus près du 31 décembre)

ACTIF, PASSIF ET VALEUR NETTE
RECETTES ET DÉPENSES ORDINAIRES

Publication autorisée par
le ministre de l'Industrie et du Commerce

Février 1972
8504 535

Prix: 75 cents

Information Canada
Ottawa

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels ci-dessous sont utilisés dans toutes les publications du Bureau fédéral de la statistique:

- .. nombre indisponible.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombre infime.
- p nombre provisoire.
- x nombre rectifié.

NOTA

Les nombres figurant dans les notes en bas de page représentent des milliers de dollars.

NUMÉROTATION DES SOUS-POSTES DE CHAQUE TABLEAU

Les transactions des entreprises avec les administrations publiques fédérale, provinciales et municipales ont été réparties en différents sous-postes lorsque la situation l'exigeait. Elles sont désignées partout dans le présent rapport par les catégories numériques suivantes:

- (i) administration publique fédérale
- (ii) entreprises publiques fédérales
- (iii) administrations publiques provinciales
- (iv) entreprises publiques provinciales
- (v) administrations publiques municipales
- (vi) entreprises publiques municipales

Les transactions avec les entreprises privées sont classées au sous-poste (vii) Autres.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	4
Points saillants de l'année 1968:	
Actif, passif et valeur nette	4
Recettes et dépenses ordinaires	7
Immobilisations	8
Entreprises publiques provinciales figurant dans le rapport:	
Liste des entreprise	9
Notes explicatives au sujet de certaines entreprises	14
Tableau	
1. Actif, passif et valeur nette, par groupe d'activités, 1968	18
2. Recettes ordinaires et dépenses ordinaires, par groupe d'activités, 1968	24
3. Opérations nettes au compte des bénéfiques non répartis, par groupe d'activités, 1968	26
4. Analyse des valeurs en portefeuille, par groupe d'activités, 1968	28
5. Actif, passif et valeur nette, par province, 1968	34
6. Recettes et dépenses ordinaires, par province, 1968	40
7. Opérations nettes au compte des bénéfiques non répartis, par province, 1968	42
8. Analyse des valeurs en portefeuille, par province, 1968	44
Graphique	
1. Actif, passif et valeur nette, par poste, 1967-1968	16
2. Actif, passif et valeur nette, par groupe d'activités, 1967-1968	30
3. Recettes et dépenses, par groupe d'activités, 1967-1968	31
4. Bénéfice net ou perte nette, par groupe d'activités, 1967-1968	32
5. Actif, passif et valeur nette, par province, 1967-1968	46
6. Recettes et dépenses, par province, 1967-1968	47
7. Bénéfice net ou perte nette, par province, 1967-1968	48
Notes explicatives:	
Définition de l'entreprise publique	49
Comparaison avec les comptes nationaux	49
Classement des entreprises par groupe d'activités et par province	49
Source des données	50
Appendice:	
Classification et terminologie financières	51

INTRODUCTION

La statistique financière dont il est question ici est celle des entreprises publiques provinciales en existence en 1968. Elle fait partie de la série que le Bureau fédéral de la statistique publie depuis 1958.

L'univers statistique financier de l'administration publique provinciale comprend: a) les organismes ministériels, b) les fonds et organismes spéciaux, c) les établissements d'enseignement, de santé, de bien-être social et ceux qui servent à l'administration de la justice, d) les fonds de fiducie et e) les entreprises.

La série relative aux entreprises publiques provinciales est une composante du programme statistique sur les finances publiques et complète les publications intitulées "Finances des administrations publiques provinciales - Recettes et dépenses" (Catalogue 68-207), "Finances des administrations publiques provinciales - Actif, passif, et sources et utilisations des fonds" (Catalogue 68-209), qui fournissent des renseignements financiers sur les organismes ministériels, les fonds et organismes spéciaux et les établissements.

Cette série permet d'évaluer l'impact des activités commerciales des administrations publiques sur l'économie.

Il existe une série de rapports analogues pour les entreprises publiques fédérales (Catalogue 61-203).

Des notes explicatives et un appendice où sont exposées les définitions, la classification et la terminologie financières figurent à la page 49.

POINTS SAILLANTS DE L'ANNÉE 1968

Actif, passif et valeur nette

Le Tableau I présente les changements qui sont intervenus en 1968 dans l'actif, le passif et la valeur nette des entreprises publiques provinciales. Par rapport à 1967, l'actif a augmenté de 1,326 millions de dollars, ou 9.7 %. Cette augmentation de l'actif a été compensée par une hausse de 1,136 millions de dollars, ou 10.4 %, du passif, et de 190 millions de dollars, ou 6.8 % de la valeur nette.

Le Tableau II permet de comparer les éléments de l'actif, du passif et de la valeur nette des entreprises publiques provinciales pour 1967 et 1968. Du côté de l'actif les immobilisations ont continué à occuper la plus grande part de l'ensemble, soit 80.9 %; l'importance relative des comptes à recevoir et des investissements a augmenté, tandis que celle des encaisses, des stocks et de la catégorie résiduelle "autres éléments d'actif" a diminué. Du côté du passif, l'importance relative de la dette à long terme a baissé sensiblement, mais celle des provisions pour dettes anticipées (prime du change sur les opérations relatives à la dette, provisions pour réclamations non payées, etc.) a augmenté de façon notable. L'importance relative des autres postes principaux du passif est restée à peu près inchangée. Le pourcentage de la valeur nette à l'actif est passé de 20.4 à 19.9 %.

Le Tableau III présente les changements intervenus entre 1967 et 1968 dans la distribution en pourcentage de l'actif total, ou du passif et de la valeur nette des entreprises publiques provinciales par groupe d'activités (d'après la classification type des industries). L'importance relative des entreprises s'occupant de transports, de communications, ou d'autres services publics est passée de 88.6 à 86.6 % du total de l'actif, ou du passif et de la valeur nette. Toutes les catégories principales de ce groupe indiquent une baisse. Cette diminution est en grande partie attribuable à la croissance rapide des entreprises s'occupant de finances, d'assurances ou d'affaires immobilières (de 9.2 à 11.0 % de l'actif total, ou du passif et de la valeur nette). L'importance relative des entreprises manufacturières est passée de 1.0 à 1.3 % et celle des entreprises s'occupant de la vente au détail (les régies des alcools, pour la plupart) de 1.2 à 1.1 % (1). Il faut préciser que la part des régies des alcools au total de l'actif ou du passif et de la valeur nette des entreprises serait plus importante sans l'existence d'écarts dans la comptabilisation des coûts et de l'utilisation des immobilisations.

Le Tableau IV présente les changements intervenus entre 1967 et 1968 dans la distribution en pourcentage entre les différentes provinces du total de l'actif ou du passif et de la valeur nette des entreprises publiques provinciales. L'importance relative de la valeur globale des entreprises à Terre-Neuve, en Nouvelle-Ecosse, au Québec et en Ontario a augmenté, tandis que celle des entreprises au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique a diminué. Le transfert de l'actif (évalué à 130 millions de dollars à la fin de 1967) et du passif et de la valeur nette de la British Columbia Ferry Authority au ministère provincial de la voirie a en partie compensé l'accroissement de la valeur des autres entreprises de cette province.

Certains commentaires s'imposent pour compléter ou préciser l'analyse qui précède.

À la fin de 1968, les services d'électricité possédaient 83.3 % (10,082 millions de dollars) des immobilisations totales des entreprises publiques provinciales (12,096 millions de dollars). Ils étaient aussi responsables pour 82.0 % (879 millions de dollars) de l'accroissement de 1,072 millions de dollars des immobilisations totales de ces mêmes organismes pendant l'année. La valeur des immobilisations des entreprises s'occupant d'assurances, de finances et d'affaires immobilières avait augmenté de 110 millions de dollars, tandis que celle des entreprises manufacturières s'était accrue de 49 millions, principalement à la suite de l'acquisition d'un complexe sidérurgique et de la construction de nouvelles installations pour la fabrication de l'eau lourde.

(1) Voir "The Control and Sale of Alcoholic Beverages in Canada", (n° 63-202 au catalogue), B.F.S.

TABLEAU I. Variations de l'actif, du passif et de la valeur nette à la fin de l'exercice terminé le plus près du 31 décembre

	1967(1)	1968	Variation absolue 1968/1967	Variation en pourcentage(2) 1968/1967
<u>Actif</u>				
Encaisse	307	310	3	0.1
Comptes à recevoir	198	260	62	31.2
Stocks	231	230	- 1	-
Immobilisations	11,024	12,096	1,072	9.7
Placements y compris prêts, avances et fonds réservés (poste B à 11, Tableaux 1 et 5)	1,514	1,700	186	12.3
Autres éléments d'actifs	349	353	4	1.2
Total	13,623	14,949	1,326	9.7
<u>Passif et valeur nette</u>				
Comptes à payer	297	324	27	9.2
Emprunts, avances et dettes à long terme	9,094	9,774	680	7.5
Provisions	92	103	11	11.2
Autres éléments de passif	1,358	1,776	418	30.8
Avoir des propriétaires (valeur nette)	2,782	2,972	190	6.8
Total	13,623	14,949	1,326	9.7

(1) Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement en raison des changements apportés à la classification des fonds des entreprises et des fonds spéciaux dans les statistiques sur les finances publiques.

(2) Fondé sur des chiffres non arrondis.

TABLEAU II. Eléments de l'actif, du passif et de la valeur nette exprimés en pourcentages du total à la fin de l'exercice clos le plus près du 31 décembre

	1967(1)	1968
<u>Actif</u>		
Encaisse	2.3	2.1
Comptes à recevoir	1.4	1.7
Stocks	1.7	1.5
Immobilisations	80.9	80.9
Placements, y compris prêts, avances et fonds réservés	11.1	11.4
Autres éléments d'actif	2.6	2.4
Total	100.0	100.0
<u>Passif et valeur nette</u>		
Comptes à payer	2.2	2.1
Emprunts, avances et dettes à long terme	66.7	65.4
Provisions7	.7
Autres éléments du passif	10.0	11.9
Avoir des propriétaires (valeur nette)	20.4	19.9
Total	100.0	100.0

(1) Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement; voir les renvois du tableau précédent.

TABLEAU III. Répartition en pourcentage de l'ensemble de l'actif ou du passif et de la valeur nette, par groupe d'activités, à la fin de l'exercice clos le plus près du 31 décembre

	1967(1)	1968
Mines, carrières et puits de pétrole	(2)	(2)
Industries manufacturières	1.0	1.3
Transports, communications et autres services publics:		
Transports	5.9	4.6
Communications	5.1	5.0
Électricité	77.0	76.4
Autres6	.6
Total partiel	88.6	86.6
Commerce de gros	(2)	(2)
Commerce de détail	1.2	1.1
Finances, assurances et immeubles	9.2	11.0
Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	(2)	(2)
Total	100.0	100.0

(1) Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement; voir les renvois du tableau en page 5.

(2) Moins de 0.1 %

TABLEAU IV. Répartition en pourcentage de l'ensemble de l'actif ou du passif et de la valeur nette par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre

	1967(1)	1968
Terre-Neuve	2.1	2.3
Île-du-Prince-Édouard	0.1	0.1
Nouvelle-Écosse	2.3	2.5
Nouveau-Brunswick	2.9	2.7
Québec	29.4	29.9
Ontario	28.7	29.4
Manitoba	6.4	6.4
Saskatchewan	5.9	5.7
Alberta	4.3	4.3
Colombie-Britannique	17.9	16.7
Yukon	(2)	(2)
Territoires du Nord-Ouest	(2)	(2)
Total	100.0	100.0

(1) Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement; voir les renvois du tableau en page 5.

(2) Moins de 0.1 %

À la fin de 1968, les prêts et avances consentis par les entreprises s'élevaient à 305 millions de dollars, soit une baisse apparente de 2 millions de dollars par rapport à 1967. Cependant, l'emploi d'un état financier consolidé avait éliminé une transaction de 16 millions de dollars entre une entreprise et sa filiale. Les prêts consentis par les établissements financiers avaient augmenté de 12 millions de dollars durant l'année. Les valeurs en portefeuille s'élevaient à 911 millions de dollars à la fin de 1968, soit 256 millions de plus qu'à la fin de l'année précédente; la majeure partie de ces titres était détenue par les établissements financiers et les services d'électricité. Des titres évalués à 464 millions de dollars étaient détenus comme fonds réservés, dont 454 millions par les services d'utilité. Ces chiffres ne comprennent pas les paiements faits par les entreprises aux fonds d'amortissement des administrations dont elles relèvent afin de rembourser des emprunts que ces dernières avaient contractés en leur nom. On trouvera aux Tableaux 4 et 8 une analyse des valeurs en portefeuille détenues et des fonds réservés à la fin de 1968. Les obligations émises et garanties par les administrations publiques ainsi que les bons du Trésor et le capital-actions des filiales des entreprises publiques s'élevaient à 1,114 millions de dollars, tandis que la valeur des obligations, des billets et des actions des sociétés et des établissements privés canadiens s'établissait à 246 millions de dollars. Les autres actifs sous forme de fonds réservés s'élevaient à 11 millions de dollars.

À la fin de 1968, les avances et emprunts à long terme des entreprises s'élevaient à 9,774 millions de dollars. De ce chiffre, 2,157 millions de dollars devaient être payés aux administrations publiques mères ou à leurs entreprises tandis que 7,213 millions étaient garantis par les administrations publiques provinciales(2). Dans ce seul secteur, le passif avait augmenté de 680 millions de dollars durant l'année, soit 569 millions pour les services d'électricité, 38 millions pour les services de communication et 86 millions pour les entreprises s'occupant d'assurance, des finances et d'affaires immobilières. Le passif à long terme des services de transport avait baissé de 57 millions de dollars, principalement par suite du transfert d'équipement à une administration publique provinciale. La hausse de 418 millions de dollars qu'on observe au poste "autres éléments de passif" est due principalement à l'augmentation des dépôts auprès des établissements financiers et à des emprunts à court terme par les services d'électricité.

Sur un montant de 2,972 millions de dollars représentant l'avoir des propriétaires (valeur nette) des entreprises publiques provinciales à la fin de 1968, 145 millions constituaient la valeur nette des administrations publiques provinciales; les services municipaux d'électricité de l'Ontario détenaient un avoir propre de 676 millions de dollars représentant leur contribution au remboursement de la dette de la Commission hydro-électrique; et enfin, 1,551 millions de dollars représentaient des provisions détenues principalement par les services d'électricité pour la stabilisation des prix, les imprévus, les fonds d'amortissement et de remplacement, de même que des fonds détenus dans le cadre du traité du fleuve Columbia conclu entre le Canada et les États-Unis.

TABLEAU V. Variation des recettes, des dépenses et du bénéfice net de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre

	1967(1)	1968	Variation absolue 1968/1967	Variation en pourcentage(2) 1968/1967
<u>Recettes</u>				
Recettes provenant des ventes de biens et services	2,501	2,783	282	11.3
Revenus de placements	104	127	23	22.1
Autres revenus	21	25	4	18.0
Total	2,626	2,935	309	11.8
<u>Dépenses</u>				
Coût des biens et services vendus	1,444	1,615	171	11.8
Amortissement	223	252	29	12.9
Intérêts	368	434	66	17.9
Autres dépenses	44	49	5	12.6
Total	2,079	2,350	271	13.0
Bénéfice net	547	585	38	7.0

(1) Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement; voir renvoi à la fin du tableau à la page 5.

(2) Fondée sur des chiffres non arrondis.

Le solde, sous forme de bénéfices non répartis, était de 506 millions de dollars, soit une augmentation de 64 millions de dollars par rapport à la fin de 1967. En 1968, le compte de l'excédent a été doté de 585 millions de dollars provenant des bénéfices nets, de 82 millions de dollars provenant de recettes de régies des alcools ne constituant pas des bénéfices de la vente de boissons alcoolique et 17 millions de dollars à titre de contributions de l'État. Au total, 479 millions de dollars ont été versés aux provinces et 159 millions de dollars ont été transférés de l'excédent aux réserves des entreprises.

(2) Les obligations des entreprises, émises aux administrations publiques provinciales ou à des entreprises mères à titre de garantie de dette obligataire encourue pour leur compte sont considérées comme non négociables et ont été classées dans la présente statistique comme emprunts. Les valeurs actives correspondantes des sociétés mères ont été classées comme prêts.

Cette présentation facilite l'élaboration de statistiques qui englobent aussi bien la dette de l'administration publique provinciale elle-même que celle des entreprises qui en relèvent. Quand l'entreprise possède un fonds d'amortissement pour rembourser les obligations souscrites pour son compte par l'administration publique provinciale, le solde de fin d'année est considéré comme un avoir propre détenu dans une caisse provinciale d'amortissement et il est déduit de l'emprunt payable à la province.

Recettes et dépenses

Le Tableau V permet de comparer les recettes et les dépenses pour 1967 et 1968 des entreprises publiques provinciales et rapporte les changements survenus entre ces deux années.

En 1968, les recettes totales augmentèrent de 309 millions de dollars, ou 11.8 %. La plus grande part de cette hausse est imputable aux recettes provenant des ventes et des services, qui représentent environ 95.0 % des recettes totales. Cependant, le taux de croissance des revenus de placements et des recettes du poste "autres revenus" fut sensiblement supérieur à celui des recettes provenant des ventes et des services.

En 1968, les dépenses totales augmentèrent de 271 millions de dollars, ou 13.0 %. Tous les principaux postes enregistrèrent des gains appréciables, les intérêts sur dette prenant la première place, en termes relatifs, avec un accroissement de 17.9 %.

Le bénéfice net n'augmenta que de 38 millions de dollars (+ 7.0 %) à cause de la hausse plus rapide des dépenses par rapport à celle des recettes.

On peut faire d'intéressantes constatations à partir des données présentées ci-dessus.

Sur les 2,783 millions de dollars provenant des ventes et des services, 1,249 millions, ou 44.9 %, furent perçus par les services d'électricité, et 1,146 millions de dollars, ou 41.1 %, par les régies des alcools. Du revenu de placements total de 127 millions de dollars, 67 millions, ou 53.0 %, allèrent aux entreprises s'occupant de finances, d'assurances et d'affaires immobilières, tandis que 52 millions, ou 40.7 %, allèrent aux services d'électricité, principalement sous forme d'intérêts sur les titres en portefeuille ou pour les fonds réservés.

Le coût des produits vendus dans le cadre de l'exploitation normale s'éleva à 1,614 millions de dollars, soit 68.7 % des dépenses totales. Les dépenses sous forme d'intérêts (434 millions de dollars) et les amortissements (252 millions de dollars) contribuèrent respectivement 18.5 et 10.7 % aux dépenses totales. Les dépenses sous forme d'intérêt ne comprennent pas 96 millions de dollars capitalisés pendant la construction d'installations pour les entreprises de transports, de communication et pour d'autres services publics; elles comprennent par contre 100 millions de dollars versés soit aux administrations publiques mères, soit à d'autres administrations publiques. La charge de la dette des services d'électricité représente 81.4 % de la dette active totale des entreprises; les services d'électricité ont payé 79.4 % des coûts totaux pour les intérêts.

Sur le bénéfice total net de 585 millions de dollars, 388 millions, ou 66.3 %, furent réalisés par les régies provinciales des alcools, 159 millions, ou 27.2 %, par les services d'électricité, 29 millions, ou 5.0 %, par les entreprises s'occupant de finances, d'assurance ou d'affaires immobilières, et 15 millions, ou 2.6 %, par les services de téléphone. Les entreprises s'occupant de transports ont enregistré une perte de 9 millions de dollars, ou 1.5 % du bénéfice net.

Immobilisations

L'estimation des immobilisations des entreprises publiques apparaît dans la publication intitulée "Investissements privés et publics" (Tableau 7) préparée conjointement par la Division des finances des entreprises du Bureau fédéral de la statistique et la Direction de l'économie du ministère de l'Industrie et du Commerce. Selon cette source, les immobilisations des entreprises provinciales en 1968 étaient de 1,440 millions de dollars.

ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES FIGURANT DANS LE RAPPORT

Ces statistiques comprennent les opérations de soixante-dix-sept entreprises, y compris celles de la Province of Saskatchewan Liquor Licensing Commission, qui ont été incluses afin de pouvoir permettre la comparaison entre les diverses provinces. Les opérations de la Manitoba Agricultural Credit Corporation ne peuvent être publiées.

À la fin de 1968, les entreprises suivantes étaient encore au stade de la construction; Elizabeth Towers Limited, Terre-Neuve, Deuterium of Canada Limited, et Marystown Shipyard Construction Limited, Nouvelle-Écosse. Saskair a été vendue en 1965 mais n'a pas été liquidée avant la fin de l'année observée.

En accord avec la définition de l'entreprise publique donnée en page , on a procédé à un certain nombre de changements dans la classification des entreprises et des fonds spéciaux pour les statistiques sur les finances publiques. La Newfoundland Municipal Financing Corporation et l'Alberta Municipal Financing Corporation, qui étaient comptées comme des entreprises sont maintenant classées comme des fonds spéciaux publics, tandis que les entreprises suivantes font maintenant partie de cette publication: New Brunswick Housing Corporation, Manitoba Housing and Renewal Corporation et Alberta Housing and Urban Renewal Corporation. Les chiffres indiqués dans cette publication ont donc été rectifiés en conséquence.

Les autres entreprises comprises pour la première fois dans la statistique financière sont: Sydney Steel Corporation (SYSCO) et Saskatchewan Pulpwood Limited.

Des notes explicatives sur les entreprises mentionnées ci-dessus et sur d'autres pour lesquelles des changements sont intervenus au cours de l'année observée, sont données en page

Voici la liste des entreprises dont il est question dans le rapport, les lois en vertu desquelles elles ont été constituées, la valeur de leur actif d'après le rapport annuel pour 1968 de chaque entreprise ainsi que leurs principales fonctions:

Liste des entreprises

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes (a) à (c))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1968 \$'000	Activités principales
<u>Terre-Neuve</u>						
Newfoundland Liquor Commission (anciennement Board of Liquor Control)	31 mars	Ministre des Finances	Alcoholic Liquors Act, SR 1952, c. 93 et modifications.	1949(2)	3,786	Régie et vente de boissons alcooliques.
Power Distribution Districts of Northeast Newfoundland, South Newfoundland, West Newfoundland and Labrador(1)	31 mars	Ministre de l'Expansion économique.	Newfoundland and Labrador Rural Electricity Act, 1963, c. 27; et modification.	1966	11,014	Achat, production, transport et distribution d'énergie électrique.
Elisabeth Towers Limited(a) (filliale).	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Companies Act, SR 1952, c. 168 et modifications.	1966	4,391	Construction résidentielle (inactive en 1968).
Harmon Corporation(1)	31 mars	Ministre des Travaux publics.	Harmon Corporation Act, 1966-1967, c. 25.	1966	95,418	Exploitation de l'entreprise et expansion industrielle dans la région de la Harmon Corporation.
Hotel Building Limited	31 mars	Ministre de l'Expansion économique.	-	1966	16,990	Exploitation d'hôtel.
Marystown Shipyard Construction Limited.	31 mars	Ministre de l'Expansion économique.	Companies Act, SR 1952, 1966, c. 168; et modifications; Government - Newfoundland, Marine Works Limited (Agreement), Act, 1966-1967, c. 48.	1966	13,456	Construction et exploitation d'un chantier naval; travaux généraux de génie (inactive en 1968).
Newfoundland and Labrador Housing Corporation.	31 mars	Ministre des Affaires municipales et du logement.	Newfoundland and Labrador Housing Corporation Act, 1966-1967, c. 47.	1967	12,841	Promotion, contrôle et administration des programmes provinciaux de logement.
Newfoundland and Labrador Power Commission.	31 mars	Ministre de l'Expansion économique.	Newfoundland and Labrador Power Commission Act, 1965, c. 20 et modifications.	1954	140,578	Production et transport d'énergie électrique.
Newfoundland and Labrador Rural Electricity Authority(1)	31 mars	Ministre de l'Expansion économique.	Newfoundland and Labrador Rural Electricity Act, 1965, c. 51 et modifications.	1954	16	Achat, production, transport et distribution d'énergie électrique.
Newfoundland Fibrply Limited	31 oct.	Ministre de l'Expansion économique.	-	1959	Pas de rapport publié.	Fabrication de panneaux et d'autres produits du bois.
Nothern Labrador Services Division.	31 mars	Ministère du Bien-être public.	Department of Public Welfare Act, 1965, c. 36.	1949(2)	1,391	Fourniture de biens et de services essentiels auxquels la population du Labrador septentrional n'aurait pas accès autrement.
St. John's Housing Corporation(a)	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	St. John's Housing Corporation Act, SR 1952, c. 80 et modifications.	1949(2)	10,851	Aménagement d'habitations dans la région de Saint-Jean, par l'achat ou la construction ou en prêtant de l'argent aux fins de l'achat ou de la construction de maisons.
<u>Ile-du-Prince-Édouard</u>						
Industrial Enterprises Incorporated.	31 déc.	Ministre de l'Industrie et des Richesses naturelles.	Industrial Enterprises Incorporated Act, 1965, c. 13.	1965	9,113	Expansion de l'industrie.
Prince Edward Island Industrial Corporation.	31 mars	Ministre de l'Industrie et des Richesses naturelles.	Prince Edward Island Industrial Corporation Act, SR, 1951, c. 121 et modifications.	1949	3,676	Aide à l'expansion industrielle; exploitation d'un entrepôt frigorifique; affrètement.
Prince Edward Island Liquor Control Commission.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Liquor Control Act, SR 1951, c. 159 et modifications.	1948	824	Régie et vente de boissons alcooliques.
<u>Nouvelle-Écosse</u>						
Deuterium of Canada Limited(1)	31 jan.	Ministre du Commerce et de l'Industrie.	Deuterium of Canada Limited Act, 1966, c. 6, et modifications.	1964	98,075	Fabrication d'eau lourde destinée à être vendue à l'Energie atomique du Canada, Limitée (inactive en 1968).
Digby Pines Hotel	31 déc.	Ministre du Commerce et de l'Industrie.	-	1965	Pas de rapport publié.	Exploitation d'un hôtel et de chalets de villégiature pendant la saison touristique.
Halifax-Dartmouth Bridge Commission.	31 déc.	Commissaires nommés par la province.	Halifax-Dartmouth Bridge Commission Act, 1950, c. 7 et modifications.	1951	22,441	Construction, entretien et exploitation du pont entre Halifax et Dartmouth et de ses voies d'accès.

(1) Voir aussi les notes explicatives à la page 14.

(2) Année de l'entrée de Terre-Neuve dans La Confédération.

Liste des entreprises - suite

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes (a) à (c))	Fin de l'exercice	Ministra ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1968	Activités principales
\$'000						
<u>Nouvelle-Écosse - fin</u>						
Industrial Estates Limited(1)	31 mars	Ministre du Commerce et de l'Industrie.	Industrial Estates Limited Act, SR 1967, c. 139 et modifications.	1957 (Loi des sociétés)	67,158	Expansion de l'industrie.
Keltic Lodge	31 déc.	Ministre du Commerce et de l'Industrie.	-	1940	Fas de rapport publié.	Exploitation d'un hôtel et de chalets de villégiature pendant la saison touristique.
Nova Scotia Liquor Commission	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Liquor Control Act, SR 1967, c. 169, et modifications.	1930	10,920	Régie et vente de boissons alcooliques.
Nova Scotia Power Commission	30 nov.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Power Commission Act, SR 1967, c. 233, et modifications.	1919	121,831	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Sydney Steel Corporation (SYSCO)(1).	31 mars	Ministère du Commerce et de l'Industrie.	Sydney Steel Corporation Act, 1967 (2 ^{ème} session) c. 1 et modifications.	1967	59,483	Exploitation d'aciéries.
<u>Nouveau-Brunswick</u>						
New Brunswick Development Corporation(1).	31 mars	Ministre des Finances et de l'Industrie.	Assistance to Industry Act, 1960-1961, c. 3.	1959	14,272	Aide financière à l'industrie.
New Brunswick Electric Power Commission(1).	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Electric Power Act; 1961-62 C. 41, et modifications.	1920	342,238	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
New Brunswick Housing Corporation(1).	31 mars	Ministère des Affaires municipales.	New Brunswick Housing Corporation Act, 1967, c. 17 et modifications.	1967	2,558	Promotion, contrôle et administration des programmes provinciaux de logement.
New Brunswick Liquor Control Commission.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Liquor Control Act, 1961, c. 3 et modifications.	1927	7,339	Régie et vente de boissons alcooliques.
<u>Québec</u>						
Office des autoroutes du Québec.	31 déc.	Ministre de la Voirie.	Loi des autoroutes, SR 1964, c. 134.	1957	343,794	Construction, exploitation et entretien d'autoroutes et d'ouvrages connexes.
Caisse de dépôt et placement du Québec.	31 déc.	Ministre des Finances	Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec, 1965, c. 23.	1965	683,933	Administration, en qualité de fiduciaire, de l'actif des organismes provinciaux, en particulier la Régie des rentes du Québec, au moyen d'un programme de placement à long terme aux fins subordonnées de financer l'expansion économique de la province de Québec.
Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec).	31 déc.	Ministre des Richesses naturelles.	Loi d'Hydro-Québec, SR 1964, c. 86 et modifications.	1944	3,387,072	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Régie des alcools du Québec	31 mars	Ministre de la Justice	Loi de la Régie des alcools, SR 1964, c. 44 et modifications.	1921	38,987	Régie et vente de boissons alcooliques.
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)(1).	31 mars	Ministre des Richesses naturelles.	Charte de la Société québécoise d'exploration minière, 1965, c. 36.	1965	5,338	Prospection minière et participation à la mise en valeur de découvertes et à la mise en exploitation de gisements.
Raffinerie de sucre du Québec	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire, 1943, c. 23.	1943	3,418	Exploitation d'une usine de betterave à sucre.
<u>Ontario</u>						
Hydro-Electric Power Commission of Ontario.	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Power Commission Act, SR 1960, c. 300 et modifications.	1907	3,748,871	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Liquor Control Board of Ontario.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Liquor Control Act, SR 1960, c. 217 et modifications.	1927	42,854	Régie et vente de boissons alcooliques.
Ontario Food Terminal Board	31 mars	Ministre de l'Agriculture et des Aliments.	Ontario Food Terminal Act, SR 1960, c. 272 et modification.	1954	8,061	Exploitation d'installations de vente en gros de fruits pour l'approvisionnement de l'agglomération métropolitaine torontoise.

(1) Voir aussi les notes explicatives à la page 14.

Liste des entreprises - suite

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes (a) à (c))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1968	Activités principales
					\$'000	
<u>Ontario - fin</u>						
Ontario Housing Corporation(1)	31 déc.	Ministère de l'Économique et du Développement.	Ontario Housing Corporation Act, 1964, c. 76 et modifications.	1964	297,695	Promotion, contrôle et administration des programmes provinciaux de logement.
Ontario Northland Transportation Commission(b).	31 déc.	Ministre de l'Économique et du Développement.	Ontario Northland Transportation Commission Act, SR 1960, c. 276 et modifications.	1902	99,682	Exploitation de l'Ontario Northland Railway, du Nipissing Central Railway, de l'Ontario Northland Highway Services, de l'Ontario Northland Boat Lines et de l'Ontario Northland Communications.
Ontario Stock Yards Board ...	30 juin	Ministère de l'Agriculture et des Aliments.	Stock Yards Act, SR 1960, c. 385.	1944	Pas de rapport publié.	Exploitation des installations d'un marché de bestiaux.
Ontario Water Resources Commission (projets provinciaux seulement)(1).	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Ontario Water Resources Commission Act, SR 1960, c. 281 et modifications.	1956	40,217	Alimentation en eau des municipalités et promotion de système locaux d'épuration.
Province of Ontario Savings Office.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Agricultural Development Finance Act, SR 1960, c. 9, et modifications.	1921	102,722	Exploitation de succursales recevant du public des dépôts productifs d'intérêts. Les fonds en excédent des besoins quotidiens servent aux fins prévues par la loi.
Star Transfer Limited(b) (filiale).	31 déc.	Ministère de l'Économique et du Développement.	(b)	1960	1,901	Transport routier.
<u>Manitoba</u>						
Liquor Control Commission of Manitoba.	31 mars	Procureur général.	Liquor Control Act, 1956, c. 40 et modifications.	1923	4,956	Régie et vente de boissons alcooliques.
Manitoba Agricultural Credit Corporation(1).	31 mars	Ministère de l'Agriculture et de la Conservation.	Agricultural Credit Act, 1958, c. 1 et modifications.	1959	-	Prêts aux agriculteurs.
Manitoba Development Fund ...	31 mars	Ministère de l'Industrie et du Commerce.	Manitoba Development Fund Act, 1966, c. 17.	1958	51,659	Encouragement de l'expansion industrielle équilibrée y compris aide financière.
Manitoba Farm Loans Association.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Manitoba Farm Loans Act, SR 1940, c. 73.	1917	43	Prêts garantis par des terres agricoles.
Manitoba Housing and Renewal Corporation(1).	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Manitoba Housing and Renewal Corporation Act, 1966-1967, c. 24 et modification.	1967	3,096	Promotion, contrôle et administration des programmes provinciaux de logement.
Manitoba Hydro-Electric Board(1).	31 mars	Ministère des Services d'utilité publique.	Manitoba Hydro Act, 1961, c. 28 et modifications.	1921	692,012	Production, transport et distribution d'énergie électrique. Entreprise formée par la fusion, le 1er avril 1961, de la Manitoba Power Commission (constituée en 1921) et de la Manitoba Hydro-Electric Board (constituée en 1949).
Manitoba Telephone System ...	31 mars	Ministère des Services d'utilité publique.	Manitoba Telephone Act, 1955, c. 76 et modifications.	1908	216,742	Service de téléphonie.
Manitoba Water Supply Board	31 mars	Ministère de la Voirie.	Manitoba Water Supply Board Act, 1959, c. 69 et modifications.	1959	6,023	Approvisionnement des municipalités en eau potable.
<u>Saskatchewan</u>						
Estevan Brick Limited	31 déc.	Premier Ministre.	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification.	1966	1,566	Production et vente de briques et de carreaux.
Province of Saskatchewan Liquor Board Liquor Licensing Commission(1).	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Liquor Act, SR 1965, c. 382 et modifications, Liquor Licensing Act, SR 1965, c. 383 et modifications.	1925	17,639	Régie et vente de boissons alcooliques.
Saskair(1)	31 oct.	Ministère de la Santé publique.	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1947	424	Création de moyens de transport en vue de la mise en valeur de la région septentrionale de la province. Saskair a été vendu, la vente prenant effet le 1er mars 1965 et a été liquidé au cours de l'année.

(1) Voir aussi la note explicative à la page 14.

Liste des entreprises - suite

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes (a) à (c))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1968	Activités principales
					\$'000	
Saskatchewan - fin						
Saskatchewan Economic Development Corporation.	31 déc.	Ministre de l'Industrie et du Commerce.	Industrial Development Act, SR 1965, c. 411, et modification.	1963	17,792	Aide à l'industrie, aux entreprises spécialisées dans l'élevage du bétail et aux exploitations agricoles et horticoles.
Saskatchewan Forest Products(c).	31 oct.	Trésorier provincial.	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1949	5,128	Exploitation de forêts, de scieries, de parcs à bois et d'ateliers de rabotage.
Saskatchewan Fur Marketing Service.	30 sept.	Ministre des Richesses naturelles.	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification.	1945	174	Mise en marché de peaux d'animaux à fourrure. L'entreprise est devenue société de la Couronne sous la raison sociale de Saskatchewan Fur Marketing Service en octobre 1958.
Saskatchewan Government Insurance Office.	31 déc.	Ministre de la Voirie et des Transports.	Saskatchewan Government Insurance Act, SR 1965, c. 41.	1945	36,300	Assurance générale et administration du régime obligatoire d'assurance-automobile.
Saskatchewan Government Printing Company.	31 déc.	Ministre des Travaux publics.	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1945	357	Exploitation d'une imprimerie à l'usage du gouvernement et des organismes provinciaux.
Saskatchewan Government Telephones.	31 déc.	Ministre de la Téléphonie.	Saskatchewan Government Telephones Act, SR 1965, c. 42 et modifications.	1947	153,260	Création d'installations de téléphonie, de télégraphie, de radiodiffusion et de micro-ondes pour la télévision (ministère de 1910 à 1947 et société de la Couronne depuis avril 1947).
Saskatchewan Minerals	31 déc.	Premier Ministre.	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification.	1944	3,625	Production et vente de sulfate de sodium.
Saskatchewan Power Corporation.	31 déc.	Ministre responsable de la Saskatchewan Power Corporation.	Power Corporation Act, SR 1965, c. 40 et modification.	1929	586,730	Production, transport et distribution d'énergie électrique: transport de gaz naturel, y compris le gaz produit par sa filiale en propriété exclusive la Many Islands Pipe Lines Limited.
Saskatchewan Pulpwood Limited (c) filiale(1).	31 mars	Trésorier provincial.	(c)	1967	8,288	Récolte et vente du bois à pâte.
Saskatchewan Transportation Company.	31 oct.	Ministre de l'Éducation.	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification.	1946	2,966	Exploitation d'une entreprise de transport de voyageurs et de marchandises.
Saskatchewan Water Supply Board.	31 déc.	Ministre responsable de la Saskatchewan Water Supply Board.	Loi modifiant le Water Resources Commission Act 1968, c. 80: et modifications.	1966	13,562	Alimentation en eau des industries et des municipalités.
Alberta						
Alberta Commercial Corporation(1).	31 déc.	Ministre de l'Industrie et du Développement.	Alberta Commercial Services Act, 1964, c. 12 et modifications.	1964	3,808	Aide financière à l'industrie et mise en marché de divers produits.
Alberta Government Telephones Commission.	31 déc.	Ministre de la Téléphonie.	Alberta Government Telephones Act, 1958, c. 85 et modifications.	1958	403,667	Exploitation d'un réseau téléphonique (sous l'autorité du ministère de la téléphonie de 1906 jusqu'à la transformation en société de la Couronne en 1958).
Alberta Housing and Renewal Corporation(1).	31 déc.	Ministère des Affaires municipales.	Alberta Housing Act, 1968, c. 44.	1967	5,640	Promotion, contrôle et administration des programmes provinciaux de logement.
Alberta Industrial Corporation.	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Alberta Industrial Corporation Act, SR 1955, c. 153.	1946	1,464	Aide financière à l'industrie au moyen de prêts, d'achat d'actions ou d'autres valeurs.
Alberta Investment Fund	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil.	Alberta Investment Fund Act, 1965, c. 42.	1965	595	Investissement de capitaux provenant de l'épargne privée pour promouvoir le développement industriel et commercial.
Alberta Liquor Control Board	31 mars	Trésorier Provincial.	Liquor Control Act, 1958, c. 37 et modifications.	1924	16,251	Régie et vente des boissons alcooliques.

(1) Voir aussi la note explicative à la page 14.

Liste des entreprises - fin

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes (a) à (c))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1968 \$'000	Activités principales
<u>Alberta - fin</u>						
Bow River Irrigation District (anciennement Bow River Development)(1).	31 déc.	Ministre de l'Agriculture.	Irrigation Act, 1968, c.49.	1955	7,542	Exploitation d'une installation d'irrigation.
St. Mary River Irrigation District (anciennement St. Mary and Milk Rivers Development)(1).	31 déc.	Ministre de l'Agriculture.	Irrigation Act, 1968, c. 49.	1946	22,490	Exploitation d'une installation d'irrigation.
Treasury Branches	31 mars	Trésorier provincial.	Treasury Branches Act, SR 1955, c. 344 et modifications.	1938	201,232	Opérations bancaires.
<u>Colombie-Britannique</u>						
British Columbia Hydro and Power Authority.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil.	British Columbia Hydro and Power Authority Act, 1964, c. 7 et modifications.	1945	2,135,395	Production, transport et distribution d'énergie électrique; distribution de gaz naturel; transport de personnes par autobus et de marchandises par chemin de fer. Entreprise formée par la fusion de la B.C. Power Commission (constituée en 1945) et de la B.C. Electric Co. Ltd. (acquise par la province en 1961).
Liquor Control Board of British Columbia.	31 mars	Procureur général.	Government Liquor Act, SR 1960, c. 1966 et modification.	1921	16,956	Régie et vente de boissons alcooliques.
Pacific Great Eastern Railway Company.	31 déc.	Ministre des Chemins de fer.	(Pacific Great Eastern Incorporation Act, 1912, c. 34); Railway Act, SR 1960, c. 329 et modifications.	1924	246,986	Transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer.
<u>Yukon</u>						
Liquor Control	31 mars	Commission du Territoire du Yukon.	Liquor Ordinance, RO 1956, c. 67 et modifications.	1921	624	Régie et vente de boissons alcooliques.
<u>Territoires du Nord-Ouest</u>						
Northwest Territories Liquor System.	31 mars	Commissaire des Territoires du Nord-Ouest.	Liquor Ordinance, RO 1956, c. 60 et modifications.	1939	638	Régie et vente de boissons alcooliques.

(1) Voir aussi la note explicative à la page 14.

NOTES EXPLICATIVES AU SUJET DE CERTAINES ENTREPRISES

Harmon Corporation. - La Harmon Corporation a été fondée dans le but de gérer et de diriger l'ancienne base des forces aériennes Ernest Harmon Air Force Base et de favoriser l'expansion industrielle de la région qui l'entoure. Son actif a été cédé par le gouvernement du Canada à la province de Terre-Neuve. En vertu d'une entente subséquente, les canalisations, les systèmes d'éclairage, les voies ferrés, l'aéroport, les installations portuaires et maritimes qui figuraient dans les livres de la société pour une valeur de \$32,856,000, ont été rendus au gouvernement du Canada à compter du 31 mars 1968.

Newfoundland and Labrador Rural Electricity Authority et Power Distribution Districts of Northeast Newfoundland, South Newfoundland, West Newfoundland and Labrador. - A compter du 1^{er} avril 1968, tous les actifs, à l'exception de l'encaisse et des comptes à recevoir, ainsi que les passifs, de la Newfoundland and Labrador Rural Electricity Authority ont été transférés à la Power Distribution Districts.

Au cours de 1968, des immobilisations, d'une valeur de \$6,447,000, ont été transférées de la Power Distribution Districts à la Newfoundland and Labrador Rural Electricity Authority, et par la suite à une entreprise privée.

Deuterium of Canada Limited. - Au cours de 1968, la Nouvelle-Écosse a pris à son compte l'investissement d'une valeur totale de 28 millions de dollars de la Industrial Estates Limited dans Deuterium of Canada Ltd.

La présente statistique utilise les états financiers consolidés de Deuterium of Canada Limited et de sa filiale, Cape Breton Heavy Water Limited. Auparavant, on utilisait des états financiers non consolidés pour ces entreprises.

Industrial Estates Limited. - Le 18 juin 1968, Industrial Estates Limited et sa filiale entièrement contrôlée, la Springhill Development Corporation Limited se sont fusionnées. Cette statistique couvre les activités des deux sociétés originales pour la période s'étendant du 1^{er} avril au 30 juin 1968, et celles de la nouvelle société, pour la période s'étendant du 19 juin 1968 au 31 mars 1969.

Sydney Steel Corporation. - Le Sydney Steel Corporation Act a approuvé une entente pour l'achat par la Province de Nouvelle-Ecosse des usines de Sydney de la Dominion Steel and Coal Corporation Limited. Le Sydney Steel Corporation Act a aussi fondé la Sydney Steel Corporation dans le but de maintenir les activités de ces mêmes usines pendant une période de temps suffisante pour permettre l'évaluation de leur avenir à long terme et de prendre les dispositions qui découleraient de cette évaluation.

Les activités de la Sydney Steel Corporation ont commencé le 1^{er} janvier 1968.

New Brunswick Development Corporation. - Etant donné que les chiffres pour l'année en cours de la Weatmorland Fertilizer Limited, filiale entièrement contrôlée, ne sont pas disponibles, cette statistique ne comprend ses opérations financières que dans la mesure où elles sont comprises dans les comptes de la société mère.

New Brunswick Electric Power Commission. - Le système de distribution électrique de la ville de Fredericton a été acheté de la Maritime Electric Company Limited le 2 janvier 1969.

New Brunswick Housing Corporation Limited. - Cette société qui a commencé ses activités en novembre 1967, était antérieurement classée comme un fonds spécial de l'administration publique. Pour faciliter les comparaisons, les chiffres pour 1967 apparaissant dans cette publication ont été rectifiés de manière à tenir compte de la New Brunswick Housing Corporation.

Société québécoise d'exploration minière. - La charte de cette société lui a été accordée le 14 juillet 1965 et ses activités ont débuté le 1^{er} novembre 1965. La somme des dépenses moins les recettes à la fin de 1968 a été comptabilisée au bilan de la société au titre de dépenses différées.

Ontario Housing Corporation. - La fondation de cette société remonte à 1964. Elle était antérieurement classée comme fonds spécial de l'administration publique et ses activités étaient prises en ligne de compte dans la publication "Recettes des administrations publiques provinciales - Recettes et dépenses", numéro 68-207 au catalogue. Pour faciliter les comparaisons, les chiffres pour 1967 apparaissant dans cette publication ont été rectifiés de façon à tenir compte de l'Ontario Housing Corporation.

Ontario Water Resources Commission. - La fondation de cette commission remonte à 1956. Son rôle englobe la lutte contre la pollution de l'eau et la prestation de services consultatifs aux administrations locales considérées comme activité de l'administration générale. La commission fournit également des services d'égout et d'adduction d'eau, et assure le financement des dépenses en immobilisations contre remboursement des coûts par les administrations locales.

En 1965, on a établi des entreprises d'un nouveau type, propriété de la province et dont les services sont vendus. Leurs fonctions principales consistent à fournir l'eau ainsi que des réseaux locaux d'égouts aux administrations locales, les coûts étant directement facturés aux usagers. Ces réalisations provinciales sont classées comme entreprises publiques.

Manitoba Agricultural Credit Corporation. - L'Agricultural Credit and Development Act, qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1968, a annulé l'établissement de la Manitoba Agricultural Credit Corporation et a créé la Manitoba Agricultural Credit and Development Corporation. De plus, la loi a confié à la nouvelle société, la gestion des affaires et tous les actifs

de la Manitoba Agricultural Credit Corporation.

Étant donné que la Manitoba Agricultural Credit and Development Corporation agit comme caution et qu'elle ne fait pas de prêts directement, elle est considérée comme fonds spécial de l'administration publique.

Les activités de la Manitoba Agricultural Credit Corporation pendant la période s'étendant du 1^{er} avril au 31 août 1968 ne pouvant être évaluées, elles ne sont donc pas comprises dans cette statistique.

Manitoba Housing and Renewal Corporation. - Cette société, qui a commencé ses activités en 1967, était classée antérieurement comme un fonds spécial de l'administration publique. Pour faciliter les comparaisons, les chiffres utilisés dans cette statistique ont été rectifiés de façon à inclure la Manitoba Housing and Renewal Corporation.

Manitoba Hydro-Electric Board. - En novembre 1968, le Manitoba Hydro Electric Board a acquis la station diesel de Fort Churchill, qui appartenait et était exploitée par l'administration publique fédérale.

Province of Saskatchewan Liquor Licensing Commission. - Bien que cette commission ne soit pas une "entreprise", ses opérations financières ont été regroupées avec celles du Liquor Board afin d'obtenir des statistiques interprovinciales comparables. Pour toutes les autres provinces, les opérations similaires sont comprises dans les états financiers des régies des alcools.

Saskair. - L'actif et le fonds de cette société ont été vendus à des intérêts privés le 1^{er} mars 1965 en vertu d'un contrat de vente qui prévoit des paiements échelonnés sur une période de dix ans. Des versements partiels portant sur le principal et sur les intérêts ont été reçus en 1968.

À compter de dernier jour de l'année financière, l'actif et les obligations de la société ont été assignés au Saskatchewan Government Finance Office et la société a été liquidée par un ordre du Conseil en vertu de la Loi sur les corporations de la Couronne.

Saskatchewan Pulpwood Limited. - Cette société, filiale entièrement contrôlée de la Saskatchewan Forest Products, a été fondée au cours de l'année se terminant le 31 mars 1968. Les statistiques sur ses activités paraissent ici pour la première fois. Pour faciliter les comparaisons, les chiffres pour 1967 ont été rectifiés dans le présent bulletin de manière à inclure la Saskatchewan Pulpwood Limited.

Alberta Commercial Corporation. - Le Indian and Metis Housing Program a été transféré à la Alberta Housing and Renewal Corporation à compter du 1^{er} novembre 1968.

Alberta Housing and Urban Renewal Corporation. - Cette société est entrée en activité en 1967. Elle était classée précédemment comme fonds spécial de l'administration publique. Pour faciliter les comparaisons, les chiffres de 1967 contenus dans le présent bulletin ont été rectifiés afin d'inclure ceux de l'Alberta Housing and Urban Renewal Corporation.

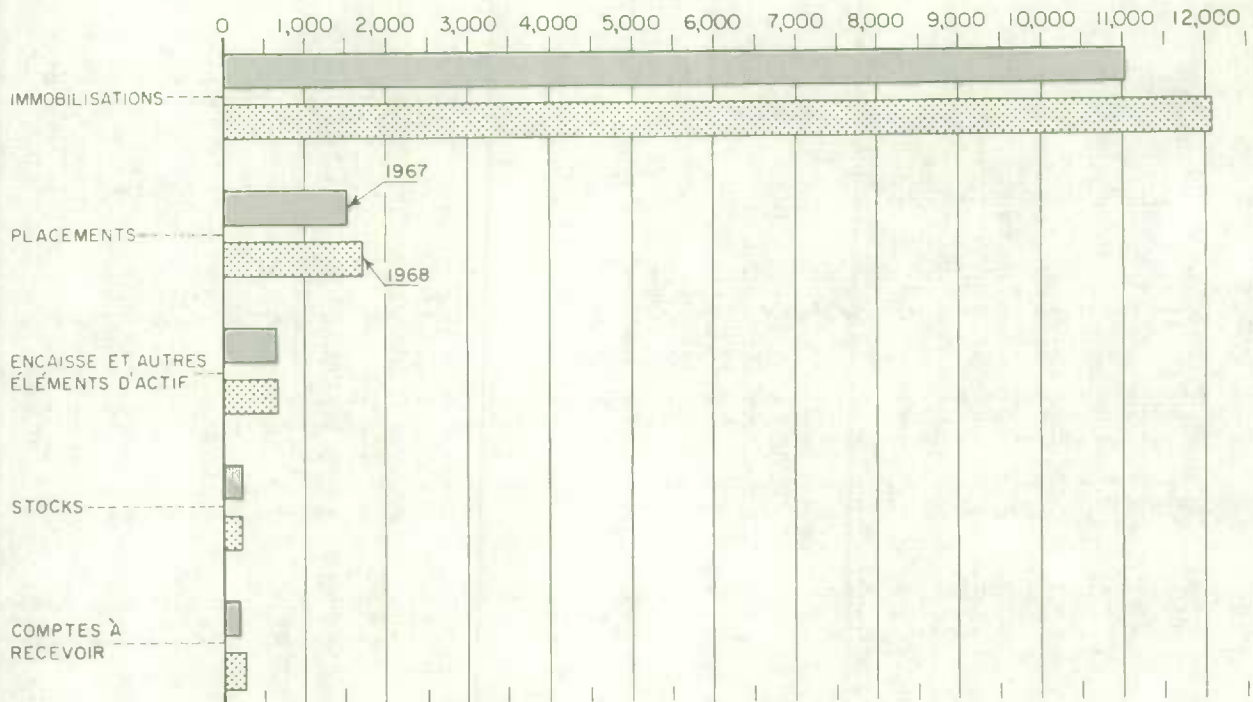
Bow River Irrigation District et St. Mary River Irrigation District. - L'Irrigation Act de 1968, entrée en vigueur le 2 mai 1968, annule les dispositions de l'Irrigation District Act, du Bow River Development Act, 1955, Part I, et du St. Mary and Milk Rivers Development Act, 1950, Part I. En vertu de la nouvelle loi, les terrains du Bow River Development et ceux du St. Mary and Milk Rivers Development sont devenus des districts d'irrigation. La présente statistique couvre les activités de la période s'étendant du 1^{er} décembre 1967 au 31 décembre 1968.

GRAPHIQUE—1

ACTIF=PASSIF ET VALEUR NETTE, PAR POSTE,
1967⁽¹⁾—1968

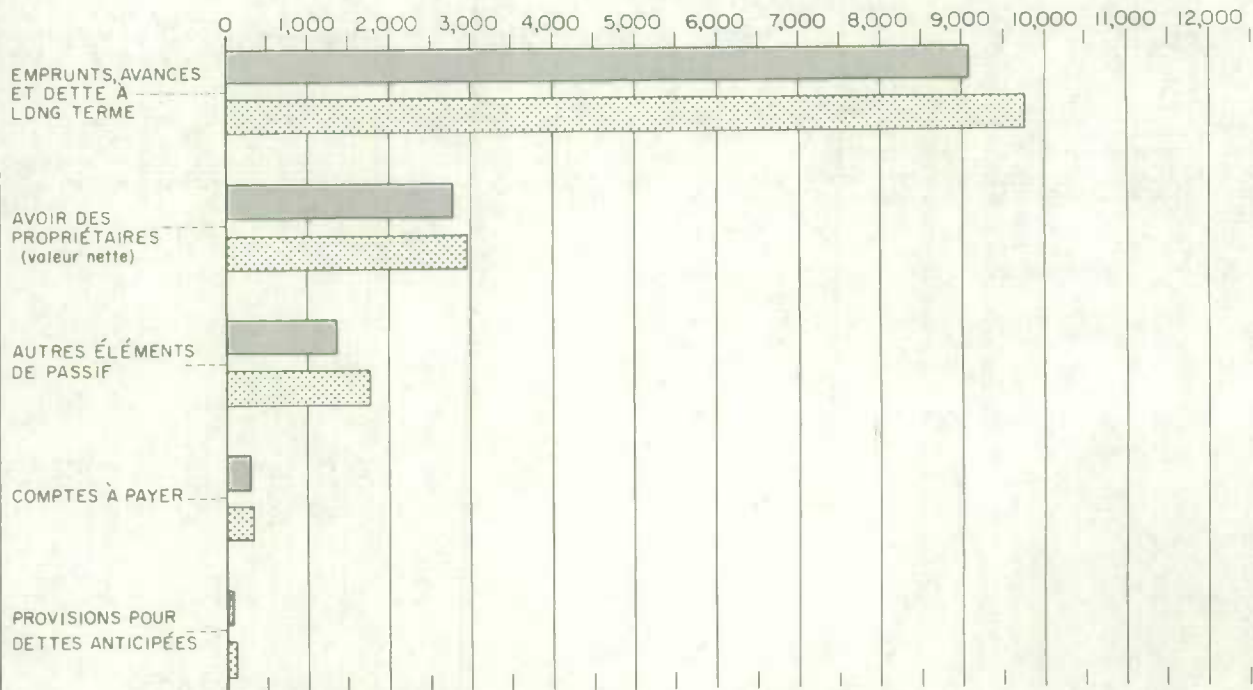
ACTIF

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



PASSIF ET VALEUR NETTE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



⁽¹⁾ LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÉRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVDI AU BAS DE LA PAGE 5.

RÉPARTITION PAR GROUPE D'ACTIVITES

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968

N ^o	Actif	Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services publics			
				Transports	Communications	Électricité	Autres
milliers de dollars							
1	Encaisse et dépôts	306	590	2,205	10,687	203,280	498
2	Comptes à recevoir, moins provisions pour créances douteuses	129	18,595	7,471	24,184	183,378	630
3	Stocks	64	15,278	5,122	13,079	114,083	23
4	Intérêts, dividendes et loyers à recevoir:						
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	-	-	-	278	-
	vii) Des autres	-	-	-	-	200	-
	Total partiel, poste 4	-	-	-	-	478	-
5	Recettes comptables:						
	1. Intérêts dus:						
	i) De l'administration publique fédérale	-	-	-	-	1,468	-
	ii) Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	24	-
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	1	21	645	508	5
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	730	-
	vii) Des autres	-	-	-	-	5,171	-
	Total partiel	-	1	21	645	7,901	5
	2. Autres recettes	-	-	-	-	45,576	8
	Total partiel, poste 5	-	1	21	645	53,477	13
6	Frais payés d'avance	2	233	228	1,875	1,773	11
7	Immobilisations	261	154,137	620,603	660,934	10,081,646	86,501
8	Prêts et avances à recevoir:						
	ii) Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	1,751	400	-	30	-
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	9	-
	v) Des administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-
	vii) Des autres	-	175	13	-	1,895	12
	Total partiel, poste 8	-	1,926	413	-	1,934	12
9	Valeurs en portefeuille(4).....	75	B	919	4,000	132,535	404
10	Hypothèques et contrats de vente	-	64	424	-	6,289	-
11	Fonds réservés: (4)						
	1. Fonds d'amortissement	-	-	1,579	-	-	-
	2. Comptes de dépôts et de fiducie	-	-	-	-	-	-
	3. Autres fonds	-	-	44,341	22,983(6)	384,750(6)	234
	Total partiel, poste 11	-	-	45,920	22,983	384,750	234
12	Dépenses différées:						
	1. Primes non amorties sur obligations.....	-	-	3,158	6,544	113,687	-
	2. Autres frais	4,501	2,057	791	2,871	127,826(7)	7
	Total partiel, poste 12	4,501	2,057	3,949	9,415	241,513	7
13	Autres éléments d'actif:						
	1. Dus au titre de déficits	-	-	-	-	-	-
	2. Divers	-	705	524	73	13,870	-
	Total partiel, poste 13	-	705	524	73	13,870	-
14	Actif total	5,338	193,594	687,799	747,875	11,419,006	88,333

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968

Total partiel: transports, communications et autres services publics	Commerce de gros	Commerce de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux industriels et personnels	Total	N ^o
milliers de dollars						
216,670	549	36,518	54,893	-	309,526	1
215,663	5	7,198	18,409	-	259,999	2
132,307	21	81,904	385	36	229,995	3
278	-	-	-	-	278	4
200	-	-	861	-	1,061	
478	-	-	861	-	1,339	
						5
1,468	-	-	987	-	2,455	
24	-	-	-	-	24	
1,179	1	-	9,092	-	10,273	
730	-	-	-	-	730	
5,171	-	-	1,876	-	7,047	
8,572	1	-	11,955	-	20,529	
45,584	-	-	1,944	-	47,528	
54,156	1	-	13,899	-	68,057	
3,887	-	550	178	-	4,850	6
11,449,684	45	30,974	460,993(1)	-	12,096,094(2)	7
-	-	-	787	-	787	8
430	50	-	102,673	-	104,904	
9	1,204	-	4,394(3)	-	5,607	
-	-	-	14,969	-	14,969	
1,920	2,068	331	174,222	-	178,716	
2,359	3,322	331	297,045	-	304,983	
137,858	-	-	772,932	-	910,873	9
6,713	-	93	13,516	-	20,386	10
						11
1,579	-	-	-	-	1,579	
-	-	-	-	-	(5)	
452,308	-	22	10,545	-	462,875	
453,887	-	22	10,545	-	464,454	
						12
123,389	-	-	19	-	123,408	
131,495	-	331	93	-	138,477	
254,884	-	331	112	-	261,885	
						13
-	-	-	948	-	948	
14,467	-	10	946	-	16,128	
14,467	-	10	1,894	-	17,076	
12,943,013	3,943	157,931	1,645,662	36	14,949,517	14

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - suite

N ^o	Passif et valeur nette	Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services publics			
				Transports	Communications	Électricité	Autres
milliers de dollars							
1	Comptes à payer	160	12,910	12,258	16,641	225,730	338
2	Emprunts, avances et billets à payer à court terme:						
	1. Emprunts et découverts de banque	-	7,064	22,420	1,068	44,648	18
	2. Autres emprunts et avances	-	694	-	-	197,775	117
	3. Billets	-	-	3,500	-	215,547	-
	Total partiel, poste 2	-	7,758	25,920	1,068	457,970	135
3	Intérêts à payer:						
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
	Total partiel, poste 3	-	-	-	-	-	-
4	Dépense comptable:						
	1. Intérêts dus:						
	i) À l'administration publique fédérale	-	-	-	-	6,674	-
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	3,453	14,081	3,841	14,146	491
	vii) Aux autres	-	-	3,995	5,601	115,123	-
	Total partiel	-	3,453	18,076	9,442	135,943	491
	2. Autres dépenses	53	46	744	-	34,195	-
	Total partiel, poste 4	53	3,499	18,820	9,442	170,138	491
5	Emprunts et avances à long terme dus:						
	i) À l'administration publique fédérale	-	-	-	-	173,661	-
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	118,407	246,774	188,281	1,283,800	56,468
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	2,327	-
	v) Aux administrations publiques municipales	-	-	-	-	1,277	-
	vii) Aux autres	-	869	-	-	26,952	-
	Total partiel, poste 5	-	119,276	246,774	188,281	1,488,017	56,468
6	Dettes à long terme:						
	1. Obligations, garanties ou non	-	-	282,421	413,503	6,431,636	2,954
	2. Hypothèques et contrats de vente	-	20	11,896	-	19,937	-
	3. Autre dette	-	-	-	-	21,277	-
	Total partiel, poste 6	-	20	294,317	413,503	6,472,850	2,954
7	Produits reçus ou comptabilisés d'avance:						
	1. Revenus reçus d'avance	-	88	550	3,094	-	11
	2. Autres	-	137	204	9,193	243	-
	Total partiel, poste 7	-	225	754	12,287	243	11

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - suite

Total partiel: transports, communications et autres services publics	Commerce de gros	Commerce de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux industriels et personnels	Total	N ^o
milliers de dollars						
254,967	12	41,505	14,899	-	324,453	1
68,154	-	15	10,515	-	85,748	2
197,892	-	-	976,293 (8)	-	1,174,879	
219,047	-	-	1,500	-	220,547	
485,093	-	15	988,308	-	1,481,174 (9)	
-	-	-	452	-	452	3
-	-	-	452	-	452	4
6,674	-	-	-	-	6,674	
32,559	-	-	605	-	36,617	
124,719	-	-	127	-	124,846	
163,952	-	-	732	-	168,137	
34,939	-	99	439	-	35,576	
198,891	-	99	1,171	-	203,713	
173,661	-	-	35	-	173,696	5
1,775,323	3,820	18,708	235,321	-	2,151,579	
2,327	-	-	3,356	-	5,683	
1,277	-	-	-	-	1,277	
26,952	-	-	2,187	-	30,008 (9)	
1,979,540	3,820	18,708	240,899	-	2,362,243	
7,130,514	-	-	34,304	-	7,164,818	6
31,833	-	-	193,474	-	225,327	
21,277	-	-	148	-	21,425 (10)	
7,183,624	-	-	227,926	-	7,411,570 (9)	
3,655	-	-	15,313	-	19,056	7
9,640	-	-	972	-	10,749	
13,295	-	-	16,285	-	29,805	

Voir renvoi (s) à la fin du tableau.

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - fin

N°	Passif et valeur nette	Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services publics			
				Transports	Communications	Électricité	Autres
milliers de dollars							
8	Comptes de dépôt et de fiducie	-	-	-	-	14,854	1
9	Provisions pour risques	-	290	2,928	252	83,188	378
10	Autres éléments de passif	-	3,225	2,342	-	23,209	6
11	Avoir des propriétaires (valeur nette):						
	1. Capital-actions:						
	iii) Administrations publiques provinciales	5,125	2,539	90,573	-	-	-
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	54 (3)	-	-	-
	Total partiel	5,125	2,539	90,627	-	-	-
	2. Fonds de roulement net d'intérêts fourni par:						
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
	3. Immobilisations transférées par:						
	i) L'administration publique fédérale	-	-	-	-	-	-
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	29,106
	Total partiel	-	-	-	-	-	29,106
	4. Autres avoirs détenus par:						
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	4,957	-	-	3,908	-
	vi) Les entreprises publiques municipales	-	-	-	-	675,571 (12)	-
	Total partiel	-	4,957	-	-	679,479	-
	5. Provisions:						
	1) Pour éventualités	-	45	-	448	313,644	-
	2) Pour expansion des installations	-	65	-	33,172	-	-
	3) Autres réserves	-	1,050	23,193	4,381	1,150,223	-
	Total partiel	-	1,160	23,193	38,001	1,463,867	-
	6. Bénéfices non répartis	-	37,735	- 30,134	68,400	339,461	- 1,555
	Total partiel, poste 11	5,125	46,391	83,686	106,401	2,482,807	27,551
12	Total du passif et de la valeur nette	5,338	193,594	687,799	747,875	11,419,006	88,333

(1) Y compris les biens matériels destinés à être vendus, soit 4,701. (2) Dépréciation totale déduite: mines, carrières et puits de pétrole, 146; industries manufacturières, 11,995; transports, 50,780; communications, 225,872; électricité, 2,021,578; autres services publics, 792; commerce de gros, 49; commerce de détail, 61,275; finances, assurances et immeubles, 5,546; total, 2,378,033; par contre, sont compris des intérêts d'un montant inconnu, capitalisés pendant la construction d'immobilisations pour des entreprises de transport, de communications et d'autres services publics. (3) Comporte les transactions entre les entreprises publiques provinciales mères et leurs filiales. (4) Voir au Tableau 4 l'analyse des valeurs en portefeuille détenues, par groupe d'activités. (5) Éliminé de l'actif et déduit du poste correspondant n° 8 du passif. (6) Non compris les montants versés par les entreprises aux fonds d'amortissement de l'administration publique provinciale dont elles relèvent; communications, 49,195; électricité, 151,573; total, 200,768.

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - fin

Total partiel: transports, communications et autres services publics	Commerce de gros	Commerce de détail	Finances assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux industriels et personnels	Total	No
milliers de dollars						
14,855	-	-	433	-	15,288	8
86,746	4	1,068	15,260	36	103,404	9
25,557	-	2,375	14,149	-	45,306 (11)	10
90,573	-	-	5,065	-	103,302	11
54	-	-	50 (3)	-	104	
90,627	-	-	5,115	-	103,406	
-	-	731	-	-	731	
-	-	-	94,902	-	94,902	
29,106	-	-	3,337	-	32,443	
29,106	-	-	98,239	-	127,345	
3,908	-	-	-	-	8,865	
675,571	-	-	-	-	675,571	
679,479	-	-	-	-	684,436	
314,092	25	2,500	1,700	-	318,362	
33,172	-	2,271	-	-	35,508	
1,177,797	20	12,749	5,168	-	1,196,784	
1,525,061	45	17,520	6,868	-	1,550,654	
376,172	62	75,910	15,658	-	505,537	
2,700,445	107	94,161	125,880	-	2,972,109	
12,943,013	3,943	157,931	1,645,662	36	14,949,517	

(7) Sur ce total, le montant de 97,556 représente les frais non amortis de la normalisation des fréquences d'un service public d'électricité. (8) Y compris les soldes d'épargne dus au public, soit 287,076. (9) Y compris les montants suivants garantis par les administrations publiques provinciales: poste 2, industries manufacturières, 5,427; transports, 25,826; électricité, 426,889; finances, assurances et immeubles, 7,348; total, 465,490; poste 5, électricité, 26,784; finances, assurances et immeubles, 2,187; total, 28,971; poste 6, transports, 282,421; communications, 413,503; électricité, 6,452,913; autres services publics, 2,954; finances, assurances et immeubles, 32,370; total, 7,184,161; total global, 7,678,622. (10) Effets à payer, 21,277; titres de placement remboursables sur demande, 148. (11) Y compris retenues sur les paiements aux entrepreneurs: industries manufacturières, 3,200; transports, 2,342; électricité, 23,209; finances, assurances et immeubles, 12,776; total, 41,527. (12) Représente la contribution des services municipaux d'électricité au remboursement de la dette des commissions hydro-électriques.

TABLEAU 2. Recettes et dépenses ordinaires, par groupe d'activités, exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968(2)

N°		Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services publics			
				Transports(1)	Communications	Électricité	Autres
				milliers de dollars			
	<u>Recettes</u>						
1	Recettes provenant des ventes de biens et services:	-	98,743	72,176	176,875	1,248,990	2,934
2	Revenus de placements:						
	1. Intérêts reçus:						
	i) De l'administration publique fédérale	-	-	13	237	9,083	-
	ii) Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	655	34	-
	iii) Des administrations publiques provinciales ...	-	2	986	3,080	19,432	31
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	913	-
	v) Des administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-
	vii) Des autres	-	22	548	968	13,194	70
	Total partiel	-	24	1,547	4,940	42,656	101
	2. Autres revenus de placements	-	4	-	107	8,999	-
	Total partiel, poste 2	-	28	1,547	5,047	51,655	101
3	Revenus de location	-	7	121	2,249	2,823	11
4	Contributions des administrations publiques:						
	i) Fédérale	-	-	-	-	-	-
	iii) Provinciales	-	-	-	-	-	-
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	2,929	-
	Total partiel, poste 4	-	-	-	-	2,929	-
5	Autres recettes ordinaires	-	123	264	492	6,287	5
6	Total des recettes ordinaires	-	98,901	74,108	184,663	1,312,684	3,051
	<u>Dépenses</u>						
1	Coût des biens et services vendus:						
	1. Rémunération	-	23,877	30,253	78,242	267,427	273
	2. Prélèvements nets sur les stocks (+) ou additions nettes (-) aux stocks	-	772	258	694	1,089	- 6
	3. Autres achats de biens et services	-	66,613	15,856	11,425	305,256	2,801
	Total partiel, poste 1	-	91,262	46,367	90,361	573,772	3,068
2	Provision pour amortissement	-	3,910	6,189	44,375	193,511	240
3	Intérêts sur la dette dus:						
	i) À l'administration publique fédérale	-	-	-	-	4,193	-
	iii) Aux administrations publiques provinciales ...	-	-	12,944	10,612	58,907	414
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	179	-
	vii) Aux autres	-	535	16,782	21,567	281,250	172
	Total partiel, poste 3	-	535	29,726	32,179(4)	344,529(4)	586(4)
4	Autres dépenses ordinaires	-	136	449	2,680	41,769	2
5	Total, dépenses ordinaires	-	95,843	82,731	169,595	1,153,581	3,896
6	Bénéfice net (+) ou perte nette (-)	-	3,058	- 8,623	15,068	159,103	- 845

(1) Comprend les opérations des entreprises suivantes pour une période autre que celle de douze mois: Sydney Steel Corporation, 1^{er} janvier 1968 au 31 mars 1969; Régie des alcools du Québec, 52 semaines se terminant le 29 mars 1969; Bow River Irrigation District et St. Mary Irrigation District, du 1^{er} décembre 1967 au 31 décembre 1968. (2) Voir également le poste 6 du Tableau 3 au sujet des contributions des administrations publiques portées au crédit du compte des bénéficiaires non répartis.

TABLEAU 2. Recettes et dépenses ordinaires, par groupe d'activités, exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968(2)

Total partiel: transports, communications et autres services publics	Commerce de gros	Commerce de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	Total	N°
milliers de dollars						
1,500,975	85	1,146,114	36,791	561	2,783,269	1
						2
9,333	—	—	2,788	—	12,121	
689	—	—	95	—	784	
23,529	—	—	30,268	—	53,799	
913	—	—	—	—	913	
—	—	—	6,084	—	6,084	
14,780	247	914	23,719	—	39,682	
49,244	247	914	62,954	—	113,383	
9,106	—	22	4,276	—	13,408	
58,350	247	936	67,230	—	126,791	
5,204	9	132	3,730	—	9,082	3
						4
—	—	—	133	—	133	
—	—	—	4,045	—	4,045	
2,929	—	—	—	—	2,929	
2,929	—	—	4,178	—	7,107(2)	
7,048	—	1,231	161	—	8,563	5
1,574,506	341	1,148,413	112,090	561	2,934,812	6
						1
376,195	97	58,906	12,533	383	471,991	
2,035	266	6,438	54	— 7	9,558	
335,338	— 208	692,002	39,011	225	1,132,981	
713,568	155	757,346(3)	51,598	601	1,614,530	
244,315	9	2,701	1,074	—	252,009	2
						3
4,193	—	—	—	—	4,193	
82,877	—	56	13,160	—	96,093	
179	—	—	—	—	179	
319,771	—	16	13,360	—	333,682	
407,020	—	72	26,520	—	434,147	
44,900	221	397	3,416	—	49,070	4
1,409,803	385	760,516	82,608	601	2,349,756	5
164,703	— 44	387,897	29,482	— 40	585,056	6

(3) Y compris les dépenses en immobilisations de 3,058 prélevées sur les recettes d'exploitation des régies provinciales des alcools. (4) Non compris l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations: communications, 588; électricité, 95,038; autres services publics, 465; total, 96,091.

TABLEAU 3. Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis, par groupe d'activités, exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968(1)

N°		Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services publics			
				Transports(1)	Communications	Électricité	Autres
milliers de dollars							
1	Solde au début de l'année	-	4,452	- 19,389	61,508	316,266	- 734
2	Bénéfice net, ou perte nette de l'année	-	3,058	- 8,623	15,068	159,103	- 845
3	Bénéfice net, ou perte nette provenant de la vente ou de la mise hors service des immobilisations	-	4,318	53	-	143	36
4	Prélèvements nets sur les réserves (+) ou dotations nettes aux réserves (-)	-	227	- 2,160	- 3,888	- 151,693	- 20
5	Autres rajustements (montants nets)	-	35,818	- 2	- 138	4,320	8
6	Contributions:						
	i) Administration publique fédérale	-	-	-	-	6,325	-
	ii) Administrations publiques provinciales	-	-	350	-	4,035	-
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	555	-
	vii) Autres	-	345	-	-	5,350(7)	-
	Total partiel, poste 6	-	345	350	-	16,265	-
7	Distribution des bénéfices:						
	1. Dividendes payés:						
	iii) Administrations publiques provinciales	-	-	-	- 4,150	-	-
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	- 70(8)	-	-	-
	2. Autres paiements:						
	iii) Administrations publiques provinciales	-	1,125	- 293	-	- 2,014	-
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	- 2,929	-
	Total partiel, poste 7	-	1,125	- 363	- 4,150	- 4,943	-
8	Additions (+) ou déductions (-) nettes	-	42,187	- 10,745	6,892	23,195	- 821
9	Solde en fin d'année	-	37,735	- 30,134	68,400	339,461	- 1,555

(1) Comprend les opérations des entreprises suivantes pour une période autre que celle de douze mois: Sydney Steel Corporation, 1^{er} janvier 1968 au 31 mars 1969; Régie des alcools du Québec, 52 semaines se terminant le 29 mars 1969; Bow River Irrigation District et St. Mary River Irrigation District, du 1^{er} décembre 1967 au 31 décembre 1968. (2) Les chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement. (3) Voir le poste 6, dépenses, du Tableau 2. (4) Comprend les droits de permis, amendes et confiscations (nets des frais d'exécution et d'autres redressements) perçus par les régies des alcools au nom des provinces et compris également dans le poste 7.2 ci-dessous (autres paiements).

TABLEAU 3. Opérations nettes au compte des bénéficiaires non répartis, par groupe d'activités, exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968(1)

Total partiel: transports, communications et autres services publics	Commerce de gros	Commerce de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	Total	N°
milliers de dollars						
357,651	121	75,456	12,540	-	441,316(2)	1
164,703	- 44	387,897	29,482	- 40	585,056(3)	2
232	1	34	608	-	5,193	3
- 157,761	- 20	-	- 1,305	-	- 159,313	4
4,188	10	81,634(4)	- 28,733	-	92,917	5
6,325	-	204	100	-	6,629(5)	6
4,385	-	-	4,968	40	9,393(6)	
555	-	-	-	-	555	
5,350	-	-	-	-	5,695	
16,615	-	204	5,068	40	22,272	
- 4,150	-	-	-	-	- 4,150	7
- 70	-	-	-	-	- 70	
- 2,307	- 6	- 469,315	- 2,002	-	- 474,755	
- 2,929	-	-	-	-	- 2,929	
- 9,456	- 6	- 469,315	- 2,002	-	- 481,904	
18,521	- 59	454	3,118	-	64,221	8
376,172	62	75,910	15,658	-	505,537	9

(5) Y compris les subventions accordées par l'Office d'expansion économique de la région atlantique, 6,425. (6) Y compris les subventions pour l'électrification rurale, 1,073 ou destinées à combler les déficits de l'année 1968 et des années antérieures, 8,323. (7) Subventions pour aider à la construction. (8) Comprend les transactions entre les entreprises publiques mères et leurs filiales.

TABLEAU 4. Analyse des valeurs en portefeuille, y compris celles des fonds réservés, par groupe d'activités, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 (postes 9 et 11 de l'actif)(1)

N ^o		Mines carrières et puits de pétrole	Indus- tries manu- factu- rières	Transports, communications et autres services publics		
				Trans- ports	Communi- cations	Électri- cité
		milliers de dollars				
1	Bons du Trésor du Gouvernement fédéral:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	35,956
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-
	Total partiel	-	-	-	-	35,956
2	Obligations émises ou garanties par l'administration publique fédérale:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	140	-	6,586
	Poste 11 de l'actif	-	-	659	2,859	158,027
	Total partiel	-	-	799	2,859	164,613
3	Bons du Trésor des administrations publiques provinciales ou municipales:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	4,000	13,000
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	1,000	5,000
	Total partiel	-	-	-	5,000	18,000
4	Obligations émises ou garanties par les administrations publiques provin- ciales et municipales:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	6,093
	Poste 11 de l'actif	-	-	44,033	18,900	219,296
	Total partiel	-	-	44,033	18,900	225,389
5	Billets de sociétés constituées au Canada et d'institutions:					
	Poste 9 de l'actif	75	-	-	-	15,926
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-
	Total partiel	75	-	-	-	15,926
6	Obligations de sociétés constituées au Canada et d'institutions:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	86	-	952
	Poste 11 de l'actif	-	-	826	-	994
	Total partiel	-	-	912	-	1,946
7	Actions ordinaires et privilégiées de sociétés canadiennes:					
	iv) Entreprises publiques provinciales:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	692	-	-
	vii) Autres:					
	Poste 9 de l'actif	-	8	1	-	49,833
	Total partiel	-	8	693	-	49,833
8	Valeurs étrangères en portefeuille:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	4,189
9	Ensemble des valeurs détenues:					
	Poste 9 de l'actif	75	8	919	4,000	132,535
	Poste 11 de l'actif	-	-	45,518	22,759	383,317
	Total général	75	8	46,437	26,759	515,852

(1) Les fonds réservés sont en outre composés des avoirs suivants:

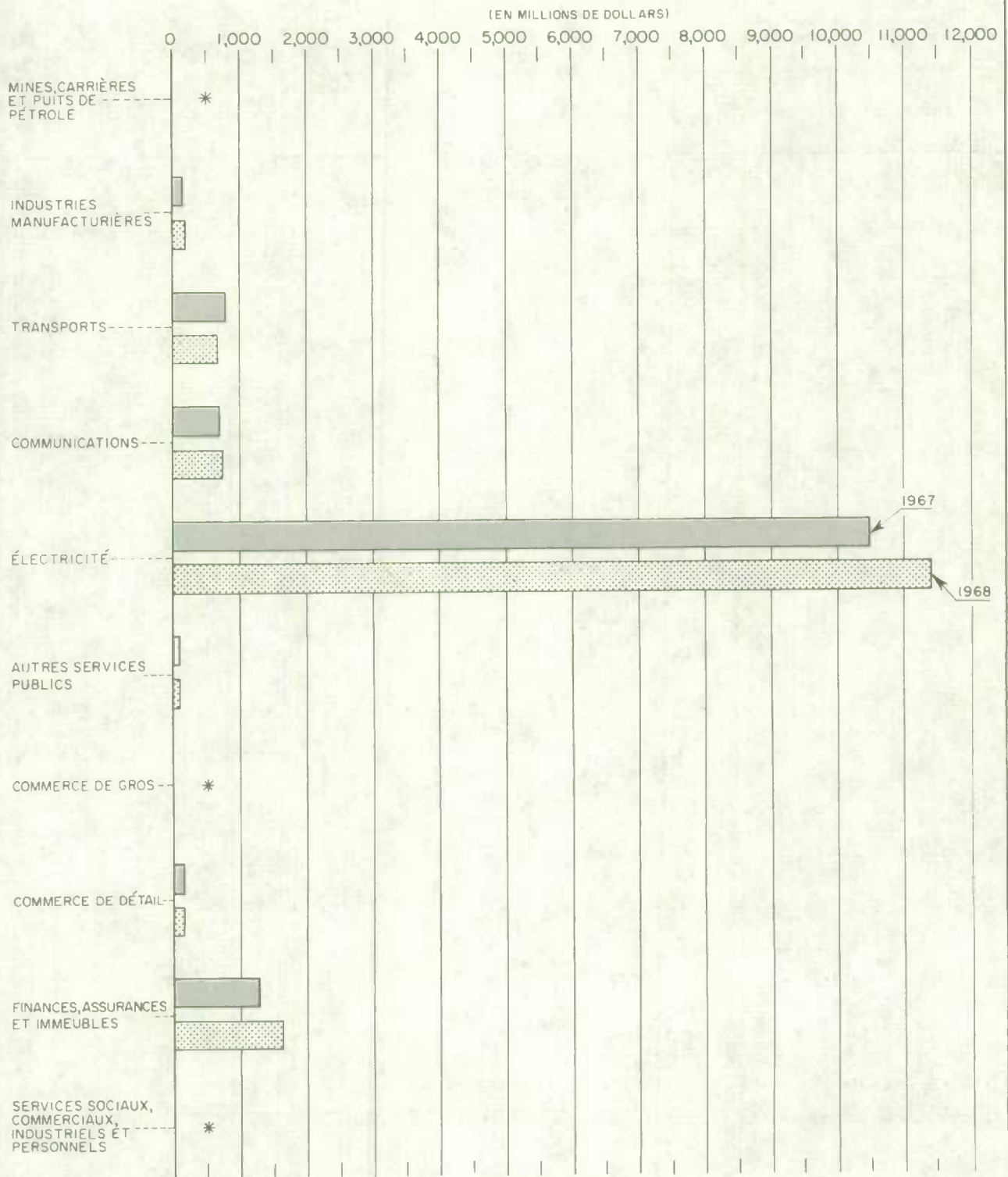
	Encaisse	Intérêt couru	Total
Transports	60	342	402
Communications	224	-	224
Electricité	1,433	-	1,433
Autres services publics	60	-	60
Finances, assurances et immeubles	9,062	-	9,062
Total	10,839	342	11,181

TABLEAU 4. Analyse des valeurs en portefeuille, y compris celles des fonds réservés, par groupe d'activités, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 (postes 9 et 11 de l'actif)(1)

Transports, communications et autres services publics		Commerce de détail	Finances, assurances et immeubles	Total	N°
Autres	Total partiel				
milliers de dollars					
-	35,956	-	-	35,956	1
-	-	-	-	-	
-	35,956	-	-	35,956	
49	6,775	-	68,264	75,039	2
-	161,545	-	522	162,067	
49	168,320	-	68,786	237,106	
-	17,000	-	2,295	19,295	3
-	6,000	-	100	6,100	
-	23,000	-	2,395	25,395	
					4
355	6,448	-	524,920	531,368	
174	282,403	22	861	283,286	
529	288,851	22	525,781	814,654	
-	15,926	-	12	16,013	5
-	-	-	-	-	
-	15,926	-	12	16,013	
-	1,038	-	74,920	75,958	6
-	1,820	-	-	1,820	
-	2,858	-	74,920	77,778	
-	692	-	67	759(2)	7
-	49,834	-	102,454	152,296	
-	50,526	-	102,521	153,055	
-	4,189	-	-	4,189	8
404	137,858	-	772,932	910,873	9
174	451,768	22	1,483	453,273	
578	589,626	22	774,415	1,364,146	

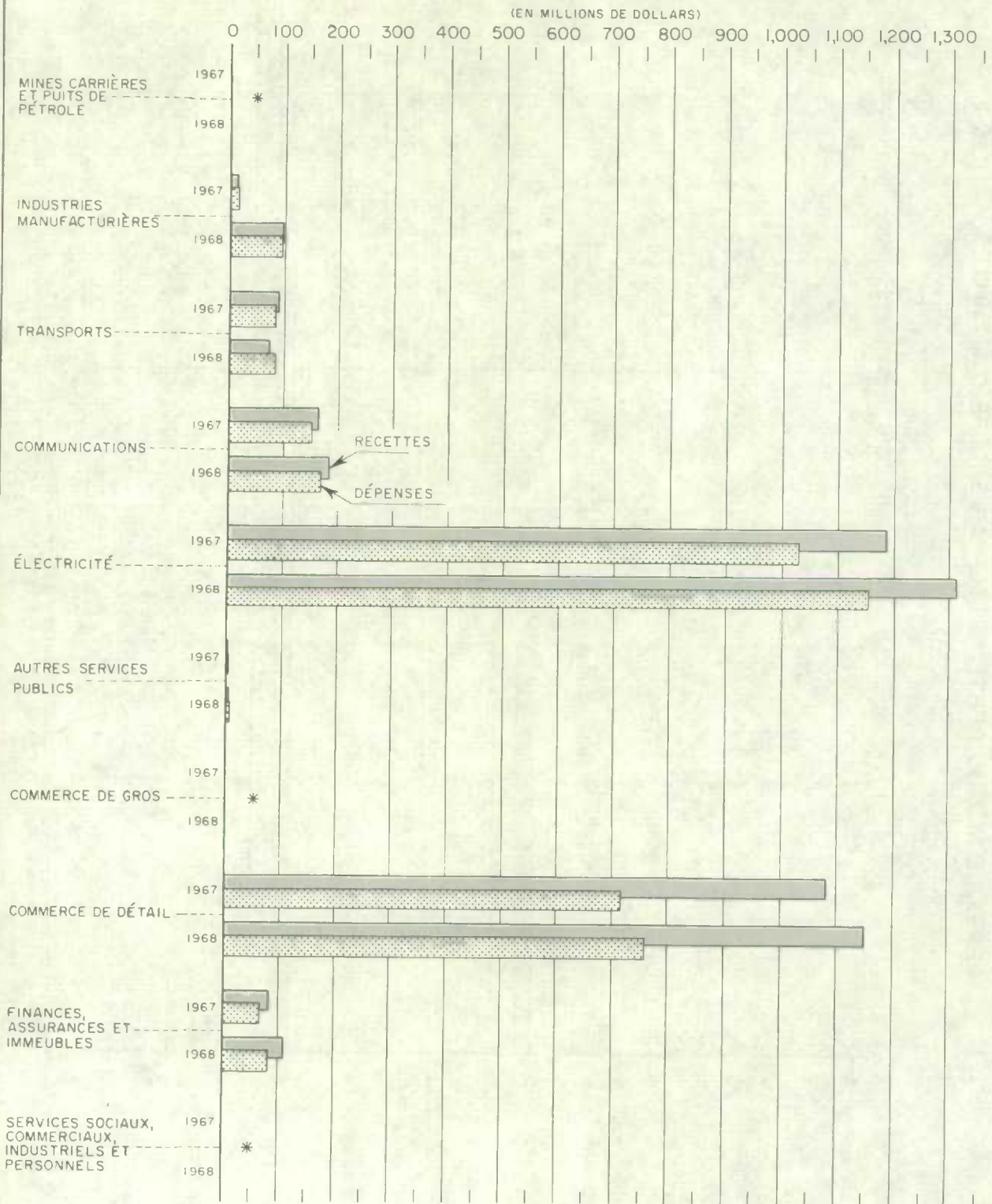
(2) Comprend les investissements des entreprises mères dans les filiales.

ACTIF=PASSIF ET VALEUR NETTE, PAR GROUPE D'ACTIVITÉS 1967⁽¹⁾-1968



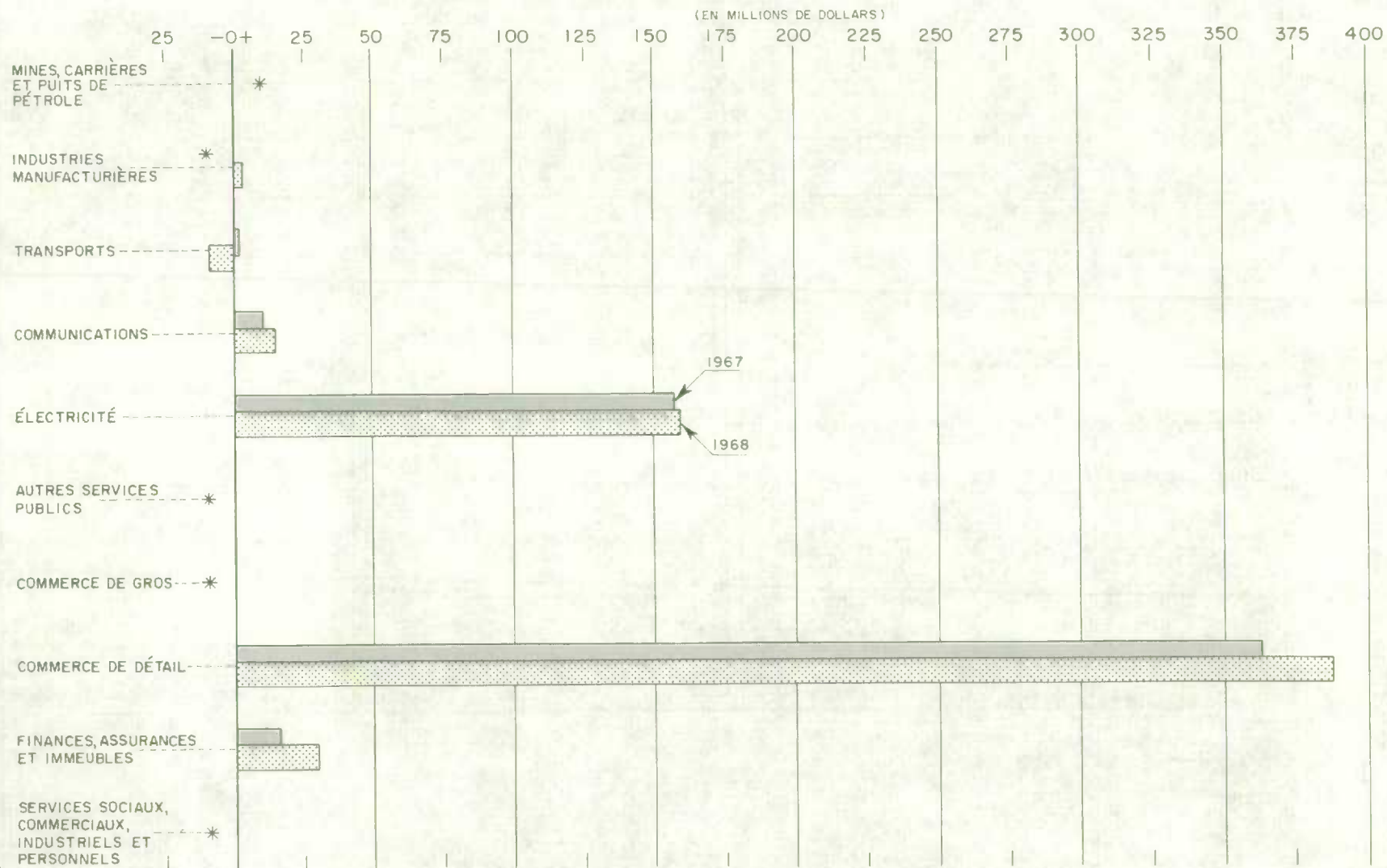
⁽¹⁾ LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÉRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVOI AU BAS DE LA PAGE 5.
* MOINS DE 100 MILLIONS.

RECETTES ET DÉPENSES, PAR GROUPE D'ACTIVÉS 1967⁽¹⁾-1968



(1) LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÈRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVOI AU BAS DE LA PAGE 5.
* MOINS DE 0,5 MILLIONS.

BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE, PAR GROUPE D'ACTIVITÉS 1967⁽¹⁾-1968



⁽¹⁾ LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÈRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVOI AU BAS DE LA PAGE 5.

* MOINS DE \$1,5 MILLIONS.

RÉPARTITION GEOGRAPHIQUE

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968

No	Actif	Terre-	Île-du-	Nou-	Nouveau	Québec	Ontario
		Neuve	Prince-Édouard	velle-Écosse	Brunswick		
		milliers de dollars					
1	Encaisse et dépôts	12,847	507	2,535	16,784	20,141	143,693
2	Comptes à recevoir, moins provisions pour créances douteuses	3,162	69	20,814	6,512	54,942	95,205
3	Stocks	4,216	621	14,686	6,333	44,677	94,909
4	Intérêts, dividendes et loyers à recevoir:						
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
	vii) Des autres	39	-	229	-	41	-
	Total partiel, poste 4	39	-	229	-	41	-
5	Recettes comptables:						
	1. Intérêts dus:						
	i) De l'administration publique fédérale	-	-	-	-	926	1,339
	ii) Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	-	21	-	8,453	109
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
	vii) Des autres	-	76	5	22	662	5,163
	Total partiel	-	76	26	22	10,041	6,611
	2. Autres recettes	-	-	-	-	27,329	-
	Total partiel, poste 5	-	76	26	22	37,370	6,611
6	Frais payés d'avance	566	1	216	215	7	486
7	Immobilisations	312,432	5,380	294,519	339,325	3,442,409	3,547,877
8	Prêts et avances à recevoir:						
	ii) Des entreprises publiques fédérales	787	-	-	-	-	-
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	102,652
	iv) Des entreprises publiques provinciales	9	-	-	4,394(2)	-	-
	v) Des administrations publiques municipales ..	-	-	-	-	-	-
	vii) Des autres	40	5,158	12,708	87	-	101
	Total partiel, poste 8	836	5,158	12,708	4,481	-	102,753
9	Valeurs en portefeuille(3)	50	98	31,924	17	727,589	52,561
10	Hypothèques et contrats de vente	2,575	1	838	5,114	7,226	1,165
11	Fonds réservés:(3)						
	1. Fonds d'amortissement	-	-	1,579	-	-	-
	2. Comptes de dépôts et de fiducie	-	-	-	-	-	-
	3. Autres fonds	241	-	1,244	22,299	76,782	203,256
	Total partiel, poste 11	241	-	2,823	22,299	76,782	203,256
12	Dépenses différées:						
	1. Primes non amorties sur obligations	-	-	52	4,840	45,342	25,500
	2. Autres frais	1,581	-	1,444	938	10,044	114,492(6)
	Total partiel, poste 12	1,581	-	1,496	5,778	55,386	139,992
13	Autres éléments d'actif:						
	1. Dus au titre de déficits	-	948	-	-	-	-
	2. Divers	253	18	289	2,229	10,751	477
	Total partiel, poste 13	253	966	289	2,229	10,751	477
14	Actif total	338,798	12,877	383,103	409,109	4,477,321	4,388,985

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968

Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total	N°
milliers de dollars							
1,445	18,075	42,903	50,418	178	-	309,526	1
16,082	20,641	13,985	28,580	7	-	259,999	2
10,724	16,614	13,729	22,409	439	638	229,995	3
-	-	-	278	-	-	278	4
1	-	551	200	-	-	1,061	
1	-	551	478	-	-	1,339	
							5
129	61	-	-	-	-	2,455	
24	-	-	-	-	-	24	
1,044	641	5	-	-	-	10,273	
730	-	-	-	-	-	730	
3	-	1,116	-	-	-	7,047	
1,930	702	1,121	-	-	-	20,529	
2,031	11,659	-	6,509	-	-	47,528	
3,961	12,361	1,121	6,509	-	-	68,057	
625	1,060	1,121	553	-	-	4,850	6
801,526	719,395	374,379	2,258,852	-	-	12,096,094(1)	7
							8
-	-	-	-	-	-	787	
-	2,252	-	-	-	-	104,904	
-	-	1,204	-	-	-	5,607	
-	-	14,969	-	-	-	14,969	
50,956	18,472	90,850	344	-	-	178,716	
50,956	20,724	107,023	344	-	-	304,983	
12,764	24,934	59,580	1,356	-	-	910,873	9
862	907	98	1,600	-	-	20,386	10
							11
-	-	-	-	-	-	1,579	
-	-	-	-	-	-	(4)	
42,448(5)	- (5)	22,643	93,962	-	-	462,875	
42,448	-	22,643	93,962	-	-	464,454	
							12
12,941	8,854	2,665	23,214	-	-	123,408	
1,341	1,097	2,517	5,023	-	-	138,477	
14,282	9,951	5,182	28,237	-	-	261,885	
							13
-	-	-	-	-	-	948	
-	1,217	893	1	-	-	16,128	
-	1,217	893	1	-	-	17,076	
955,676	845,879	643,208	2,493,299	624	638	14,949,517	14

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - suite

N ^o	Passif et valeur nette	Terre-	Île-du-	Nou-	Nouveau-	Québec	Ontario
		Neuve	Prince-Édouard	velle-Écosse	Brunswick		
		milliers de dollars					
1	Comptes à payer	9,287	31	17,636	16,160	36,605	119,714
2	Emprunts, avances et billets à payer à court terme:						
	1. Emprunts et découverts de banque	11,932	1,119	18,954	-	22,300	13,210
	2. Autres emprunts et avances	168	2	1,469	-	673,331	299,429(7)
	3. Billets	-	-	-	-	198,568	-
	Total partiel, poste 2	12,100	1,121	20,423	-	894,199	312,639
3	Intérêts à payer:						
	iii) Aux administrations publiques provinciales ..	-	-	-	-	-	-
	Total partiel, poste 3	-	-	-	-	-	-
4	Dépenses comptables:						
	1. Intérêts dus:						
	i) A l'administration publique fédérale	5,052	-	1,622	-	-	-
	iii) Aux administrations publiques provinciales ..	453	-	5,318	557	14,526	-
	vii) Aux autres	1,545	-	213	3,911	39,199	42,555
	Total partiel	7,050	-	7,153	4,468	53,725	42,555
	2. Autres dépenses	34	-	270	457	31,739	56
	Total partiel, poste 4	7,084	-	7,423	4,925	85,464	42,611
5	Emprunts et avances à long terme dus:						
	i) A l'administration publique fédérale	46,683	35	37,830	55,395	-	33,753
	iii) Aux administrations publiques provinciales ..	33,069	6,998	210,189	69,408	231,289	839,180
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	2,327	3,356	-	-	-	-
	v) Aux administrations publiques municipales ...	-	-	-	-	1,277	-
	vii) Aux autres	1,837	350	869	-	-	-
	Total partiel, poste 5	83,916	10,739	248,888	124,803	232,566	872,933
6	Dettes à long terme:						
	1. Obligations, garanties ou non	79,448	-	10,321	203,924	2,420,703	1,785,292
	2. Hypothèques et contrats de vente	883	-	-	1,384	11,890	190,957
	3. Autre dette	17,277	-	-	-	-	-
	Total partiel, poste 6	97,608	-	10,321	205,308	2,432,593	1,976,249
7	Produits reçus ou comptabilisés d'avance:						
	1. Produits reçus d'avance	-	-	1,534	-	88	436
	2. Autres	138	-	-	-	-	967
	Total partiel, poste 7	138	-	1,534	-	88	1,403

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - suite

Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total	No
milliers de dollars							
12,634	14,742	16,846	80,707	91	-	324,453	1
							2
5,091	13,124	18	-	-	-	85,748	
-	-	200,480(7)	-	-	-	1,174,879	
16,979	1,500	-	3,500	-	-	220,547	
22,070	14,624	200,498	3,500	-	-	1,481,174(8)	
							3
-	-	452	-	-	-	452	
-	-	452	-	-	-	452	
							4
-	-	-	-	-	-	6,674	
3,921	11,686	156	-	-	-	36,617	
6,632	523	5,650	24,618	-	-	124,846	
10,553	12,209	5,806	24,618	-	-	168,137	
1,045	1,278	-	697	-	-	35,576	
11,598	13,487	5,806	25,315	-	-	203,713	
							5
-	-	-	-	-	-	173,696	
165,048	540,601	46,283	8,981	533	-	2,151,579	
-	-	-	-	-	-	5,683	
-	-	-	-	-	-	1,277	
26,784	168	-	-	-	-	30,008(8)	
191,832	540,769	46,283	8,981	533	-	2,362,243	
							6
619,187	-	282,875	1,763,068	-	-	7,164,818	
-	19,963	250	-	-	-	225,327	
4,000	-	148	-	-	-	21,425(9)	
623,187	19,963	283,273	1,763,068	-	-	7,411,570(8)	
							7
960	13,809	2,229	-	-	-	19,056	
239	8	9,193	204	-	-	10,749	
1,199	13,817	11,422	204	-	-	29,805	

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - fin

N ^o	Passif et valeur nette	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
8	Comptes de dépôt et de fiducie	26	-	198	243	8,410	3,251
9	Provisions	21	-	36	1,295	77,725	5,499
10	Autres éléments de passif	2,391	1,664	3,984	4,082	1,640	19,774
11	Avoir des propriétaires (valeur nette):						
	1. Capital-actions:						
	iii) Administrations publiques provinciales	1,101	53	60	-	5,125	-
	iv) Entreprises publiques provinciales	50	-	-	-	-	54
	Total partiel	1,151	53	60	-	5,125	54
	2. Fonds de roulement net d'intérêts fourni par:						
	iii) Les administrations publiques provinciales ..	731	-	-	-	-	-
	3. Immobilisations transférées par:						
	i) L'administration publique fédérale	94,902	-	-	-	-	-
	iii) Les administrations publiques provinciales ..	3,337	-	-	-	-	-
	Total partiel	98,239	-	-	-	-	-
	4. Autres avoirs détenus par:						
	iii) Les administrations publiques provinciales ..	3,908	-	-	-	4,957	-
	vi) Les entreprises publiques municipales	-	-	-	-	-	675,571(11)
	Total partiel	3,908	-	-	-	4,957	675,571
	5. Provisions:						
	1) Pour éventualités	-	-	200	12,933	277,215	500
	2) Pour expansion des installations	-	-	-	-	-	-
	3) Autres réserves	247	-	5,665	8,004	456,643	185,699
	Total partiel	247	-	5,865	20,937	733,858	186,199
	6. Bénéfices non répartis	21,951	- 731	66,735	31,356	- 35,909	173,088
	Total partiel, poste 11	126,227	- 678	72,660	52,293	708,031	1,034,912
12	Total du passif et de la valeur nette	338,798	12,877	383,103	409,109	4,477,321	4,388,985

(1) Amortissement total déduit: T.-N., 4,092; I.-P.-É., 39; N.-É., 56,860; N.-B., 63,117; Qué., 722,035; Ont., 668,417; Man., 217,461; Sask., 209,232; Alb., 90,075; C.-B., 346,705; total, 2,378,033; y compris les valeurs suivantes de biens matériels détenus en vue de la vente: 730 à T.-N., 1,141 au Qué., 1,329 au Man., 1,199 en Sask., et 302 en Alb., ainsi que des intérêts d'un montant indéterminé capitalisés pendant la construction d'immobilisations d'entreprises de transports, de communications et d'autres services publics. (2) Comporte les transactions entre les entreprises publiques provinciales mères et leurs filiales. (3) Voir Tableau 8 l'analyse des investissements par province. (4) Éliminé de l'actif de déduit du poste correspondant n^o 8 du passif.

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968 - fin

Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total	No
milliers de dollars							
-	3,159	1	-	-	-	15,288	8
155	15,408	755	2,510	-	-	103,404	9
6,813	4,950	8	-	-	-	45,306 (10)	10
							11
5,000	1,390	-	90,573	-	-	103,302	
-	-	-	-	-	-	104 (2)	
5,000	1,390	-	90,573	-	-	103,406	
-	-	-	-	-	-	731	
-	-	-	-	-	-	94,902	
-	-	29,106	-	-	-	32,443	
-	-	29,106	-	-	-	127,345	
-	-	-	-	-	-	8,865	
-	-	-	-	-	-	675,571	
-	-	-	-	-	-	684,436	
23,744	3,770	-	-	-	-	318,362	
902	34,606	-	-	-	-	35,508	
20,782	4,398	9,951	505,395	-	-	1,196,784	
45,428	42,774	9,951	505,395	-	-	1,550,654	
35,760	160,796	38,807	13,046	-	638	505,537	
86,188	204,960	77,864	609,014	-	638	2,972,109	
955,676	845,879	643,208	2,493,299	624	638	14,949,517	12

(5) Non compris les montants versés par les entreprises aux fonds d'amortissement de la province à laquelle elles appartiennent: Man., 18,241; Sask., 182,527; total, 200,768. (6) Sur ce montant, 97,556 représentent les frais non amortis de la normalisation des fréquences entreprises par la Commission Hydro-électrique de l'Ontario. (7) Y compris le solde de l'épargne privée: 102,429 en Ontario et 184,647 en Alberta. (8) Y compris les garanties suivantes des provinces: T.-N., 108,412; Î.-P.-É., 1,454; N.-É., 28,669; N.-B., 203,924; Qué., 2,640,719; Ont., 1,995,502; Man., 649,971; Alb., 283,403; C.-B., 1,766,568; total, 7,678,622. (9) Effets à payer, 21,277; titres de placement remboursables sur demande, 148. (10) Y compris 41,527 retenus sur des montants dus à des entrepreneurs. (11) Représente la contribution des services municipaux d'électricité au remboursement de la dette des commissions hydro-électriques.

TABLEAU 6. Recettes et dépenses ordinaires, par province, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968(1)

N°	milliers de dollars					
	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
<u>Recettes</u>						
1	23,286	7,807	164,578	92,294	535,230	864,459
2	Revenus de placements:					
	1. Intérêts reçus:					
			7		1,907	9,089
						34
			60	1,090	25,707	7,860
						812
	5				3,279	
	275	306	2,594	323	5,435	12,061
	375	306	2,661	1,413	36,328	29,856
	2. Autres revenus de placements					
				3	7,331	2,831
	375	306	2,661	1,416	43,659	32,687
3	1,200	227	1,517	10	2,210	531
4	Contributions des administrations publiques:					
				133		
	1,249	167		1,918		
	2,929					
	4,178	167		2,051		
5	55	7	191	631	5,890	213
6	29,094	8,514	168,947	96,402	586,989	897,890
<u>Dépenses</u>						
1	Coût des biens et services vendus:					
	4,255	333	27,851	10,908	104,273	130,297
		43	143	470	4,282	312
	15,770	5,268	98,555	45,201	157,721	362,078
	18,852	5,644	126,549	56,579	266,276	492,687
2	985	12	7,511	8,803	46,553	65,058
3	Intérêts sur la dette:					
	312		1,449	2,432		
	737	839	6,455	2,458	14,807	31,304
	179					
	4,530	88	1,734	10,748	97,282	87,000
	5,758	927	9,638	15,638	112,089	118,304
4	38		742	1,014	20,664	16,839
5	25,633	6,583	144,440	82,034	445,582	692,888
6	3,461	1,931	24,507	14,368	141,407	205,002

(1) Comprend les opérations des entreprises suivantes pour une période autre que celle de douze mois: Sydney Steel Corporation, 1^{er} janvier 1968 au 31 mars 1969; Régie des alcools du Québec, 52 semaines se terminant le 29 mars 1969, Bow River Irrigation District et St. Mary River Irrigation District, du 1^{er} décembre 1967 au 31 décembre 1968.

TABLEAU 6. Recettes et dépenses ordinaires, par province, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968(1)

Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total	N ^o
milliers de dollars							
185,349	262,482	211,373	428,703	3,726	3,982	2,783,269	1
							2
145	214	759	-	-	-	12,121	
-	-	655	-	-	-	784	
3,579	10,256	20	5,227	-	-	53,799	
101	-	-	-	-	-	913	
-	-	2,800	-	-	-	6,084	
3,166	1,750	10,156	3,616	-	-	39,682	
6,991	12,220	14,390	8,843	-	-	113,383	
19	4	1,604	1,616	-	-	13,408	
7,010	12,224	15,994	10,459	-	-	126,791	
39	973	2,305	69	-	1	9,082	3
							4
-	-	-	-	-	-	133	
443	-	268	-	-	-	4,045	
-	-	-	-	-	-	2,929	
443	-	268	-	-	-	7,107(2)	
402	516	165	490	-	3	8,563	5
193,243	276,195	230,105	439,721	3,726	3,986	2,934,812	6
							1
38,990	39,525	48,637	66,583	175	164	471,991	
2,549	2,118	- 21	850	- 96	81	9,558	
52,447	115,882	87,319	188,562	2,264	1,914	1,132,981	
93,986	157,525	135,935	255,995	2,343	2,159	1,614,530(3)	
26,212	32,053	23,138	41,684	-	-	252,009	2
							3
-	-	-	-	-	-	4,193	
8,433	29,519	1,541	-	-	-	96,093	
-	-	-	-	-	-	179	
35,430	3,262	20,508	73,100	-	-	333,682	
43,863	32,781	22,049	73,100	-	-	434,147(4)	
801	2,883	4,127	1,962	-	-	49,070	4
164,862	225,242	185,249	372,741	2,343	2,159	2,349,756	5
28,381	50,953	44,856	66,980	1,383	1,827	585,056	6

(2) Voir également le poste 6 du Tableau 7 au sujet des apports des administrations publiques portés au crédit du compte des bénéfices non répartis. (3) Y compris les dépenses en immobilisations de 3,058 prélevées sur les revenus d'exploitation des régies provinciales des alcools. (4) Non compris l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations: T.N., 2,409; N.-E., 894; N.-B., 779; Qué., 38,559; Ont., 17,491; Man., 8,622; Sask., 3,584; Alb., 588; C.-B., 23,165; total, 96,091.

TABLEAU 7. Opérations nettes au compte des bénéficiaires non répartis, par province, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968(1)

N°		Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
1	Solde au début de l'année	23,626	- 1,070	14,475	31,124	- 23,311	174,210
2	Bénéfice net ou perte nette de l'année	3,461	1,931	24,507	14,368	141,407	205,002
3	Bénéfice net ou perte nette provenant de la vente ou de la mise hors service des immobilisations	328	14	4,280	252	144	22
4	Prélèvements nets sur les réserves (+) ou dotations nettes aux réserves (-)	-	-	- 1,063	- 1,868	- 79,899	- 56,381
5	Autres rajustements (montants nets)	6,938	52	33,646	4,787	2,550	38,936
6	Contributions des administrations publiques fédérale, provinciales et municipales:						
	i) Administration publique fédérale	204	-	6,425(4)	-	-	-
	iii) Administrations publiques provinciales	2,962	948	1,534	-	-	3,946
	iv) Entreprises publiques provinciales	555	-	-	-	-	-
	vii) Autres	-	-	248	32	-	-
	Total partiel, poste 6	3,721	948	8,207	32	-	3,946
7	Distribution des bénéfices:						
	1. Dividendes payés:						
	iii) Administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	-	- 70(7)
	2. Autres paiements faits:						
	iii) Administrations publiques provinciales	- 13,194	- 2,606	- 17,317	- 17,339	- 76,800	- 192,577
	iv) Entreprises publiques provinciales	- 2,929	-	-	-	-	-
	Total partiel, poste 7	- 16,123	- 2,606	- 17,317	- 17,339	- 76,800	- 192,647
8	Additions nettes (+) ou déductions nettes (-)	- 1,675	339	52,260	232	- 12,598	- 1,122
9	Solde en fin d'année	21,951	- 731	66,735	31,356	- 35,909	173,088

(1) Comprend les opérations des entreprises suivantes pour une période autre que celle de douze mois: Sydney Steel Corporation, 1^{er} janvier 1968 au 31 mars 1969; Régie des alcools du Québec, 52 semaines se terminant le 29 mars 1969; Bow River Irrigation District et St. Mary River Irrigation District, du 1^{er} décembre 1967 au 31 décembre 1968.

(2) Les chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement.

(3) Voir le poste 6, dépenses, du Tableau 6.

(4) Y compris les subventions accordées par l'Office d'expansion économique de la région atlantique, soit 6,425.

(5) Y compris les apports en vue de l'électrification rurale (1,073) ou destinés à combler les déficits de l'année 1968 et des années antérieures (8,323).

(6) Y compris les contributions pour l'aide à la construction, 5,350.

(7) Comprend les transactions entre les entreprises publiques provinciales mères et leurs filiales.

TABLEAU 7. Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis, par province, exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1968(1)

Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total	N°
milliers de dollars							
32,941	143,701	35,708	9,193	-	719	441,316(2)	1
28,381	50,953	44,856	66,980	1,383	1,827	585,056(2)	2
-	152	1	-	-	-	5,193	3
- 3,642	- 5,490	- 20	- 10,950	-	-	- 159,313	4
3,400	371	1,454	695	7	81	92,917	5
-	-	-	-	-	-	6,629	6
3	-	-	-	-	-	9,393(5)	
473	1,759	-	3,183	-	-	555	
476	1,759	-	3,183	-	-	5,695(6)	
-	-	-	-	-	-	22,272	7
-	- 4,150	-	-	-	-	- 4,150	
-	-	-	-	-	-	70	
- 25,796	- 26,500	- 43,192	- 56,055	- 1,390	- 1,989	- 474,755(8)	
-	-	-	-	-	-	- 2,929	
- 25,796	- 30,650	- 43,192	- 56,055	- 1,390	- 1,989	- 481,904	
2,819	17,095	3,099	3,853	-	81	64,221	8
35,760	160,796	38,807	13,046	-	638	505,537	

(8) Les recettes nettes versées aux provinces comprennent (a) les bénéfices (poste 2) et (b) les autres recettes reçues des régies des alcools au nom des administrations publiques provinciales et diminuées des dépenses d'exécution et des rajustements (poste 5), suivant le tableau ci-dessous:

	Droits de permis	Amendes et confiscations	Frais d'exécution de la loi et autres rajustements	Recettes nettes provenant de la vente des alcools (autres que les bénéfices versés à l'administration publique provinciale)	Bénéfices provenant de la vente des alcools, et versés à l'administration publique provinciale	Montant total des versements
Terre-Neuve	5,482	28	1,538	7,048	6,132	13,180
Île-du-Prince-Édouard	24	-	-	24	2,582	2,606
Nouvelle-Écosse	139	72	- 2,066	- 1,855	19,172	17,317
Nouveau-Brunswick	427	-	-	427	16,912	17,339
Québec	31,899	-	- 875	31,024	45,776	76,800
Ontario	38,936	-	- 1,436	37,500	155,077	192,577
Manitoba	3,403	-	3	3,400	22,071	25,471
Saskatchewan	243	1	19	263	22,087	22,350
Alberta	1,582	-	11	1,571	40,670	42,241
Colombie-Britannique	820	-	125	695	55,360	56,055
Yukon	7	-	-	7	1,383	1,390
Territoires du Nord-Ouest	81	-	-	81	1,908	1,989
Total	83,043	101	- 2,959	80,185	389,130	469,315

TABLEAU 8. Analyse des valeurs en portefeuille, y compris celles, de fonds réservés, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968 (postes 9 et 11 de l'actif)(1)

No		Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
		milliers de dollars				
1	Bons du Trésor de l'administration publique fédérale:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	-
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-
	Total partiel	-	-	-	-	-
2	Obligations émises ou garanties par l'administration publique fédérale:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	51,369
	Poste 11 de l'actif	-	-	175	131	-
	Total partiel	-	-	175	131	51,369
3	Bons du Trésor des administrations publiques provinciales ou municipales:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	13,000
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-
	Total partiel	-	-	-	-	13,000
4	Obligations émises ou garanties par les administrations publiques provinciales et municipales:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	81	-	468,870
	Poste 11 de l'actif	-	-	1,581	21,168	76,435
	Total partiel	-	-	1,662	21,168	545,305
5	Billets de sociétés constituées au Canada et d'institutions:					
	Poste 9 de l'actif	-	12	-	-	7,776
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-
	Total partiel	-	12	-	-	7,776
6	Obligations de sociétés constituées au Canada et d'institutions:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	28,829	-	37,501
	Poste 11 de l'actif	-	-	826	-	-
	Total partiel	-	-	29,655	-	37,501
7	Actions ordinaires et privilégiées de sociétés canadiennes:					
	(iv) Entreprises publiques provinciales:					
	Poste 9 de l'actif	50	-	-	17	-
	(vii) Autres:					
	Poste 9 de l'actif	-	86	3,014	-	149,073
	Total partiel	50	86	3,014	17	149,073
8	Investissements étrangers:					
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	-
9	Ensemble des valeurs détenues:					
	Poste 9 de l'actif	50	98	31,924	17	727,589
	Poste 11 de l'actif	-	-	2,582	21,299	76,435
	Total général	50	98	34,506	21,316	804,024

(1) Les fonds réservés comprennent en outre les avoirs suivants:

	Encaisse	Intérêt couru	Total
Terre-Neuve	241	-	241
Nouvelle-Écosse	241	-	241
Nouveau-Brunswick	1,000	-	1,000
Québec	5	342	347
Ontario	1,392	-	1,392
Manitoba	803	-	803
Alberta	7,157	-	7,157
Total	10,839	342	11,181

TABLEAU 8. Analyse des valeurs en portefeuille, y compris celles, de fonds réservés, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1968 (postes 9 et 11 de l'actif) (1)

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total	No
milliers de dollars						
35,956	—	—	—	—	35,956	1
—	—	—	—	—	—	
35,956	—	—	—	—	35,956	2
140	6,586	3,243	13,701	—	75,039	
155,143	3,971	—	522	2,125	162,067	
155,283	10,557	3,243	14,223	2,125	237,106	3
—	4,450	—	1,845	—	19,295	
—	6,100	—	—	—	6,100	
—	10,550	—	1,845	—	25,395	4
2,977	1,728	21,556	34,800	1,356	531,368	
45,727	31,574	—	14,964	91,837	283,286	
48,704	33,302	21,556	49,764	93,193	814,654	5
8,225	—	—	—	—	16,013	
—	—	—	—	—	—	
8,225	—	—	—	—	16,013	6
382	—	12	9,234	—	75,958	
994	—	—	—	—	1,820	
1,376	—	12	9,234	—	77,778	7
692	—	—	—	—	759 (2)	
—	—	123	—	—	152,296	
692	—	123	—	—	153,055	8
4,189	—	—	—	—	4,189	
52,561	12,764	24,934	59,580	1,356	910,873	9
201,864	41,645	—	15,486	93,962	453,273	
254,425	54,409	24,934	75,066	95,318	1,364,146	

(2) Comprend les investissements des entreprises publiques mères dans leurs filiales.

ACTIF=PASSIF ET VALEUR NETTE, PAR PROVINCE 1967⁽¹⁾-1968

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



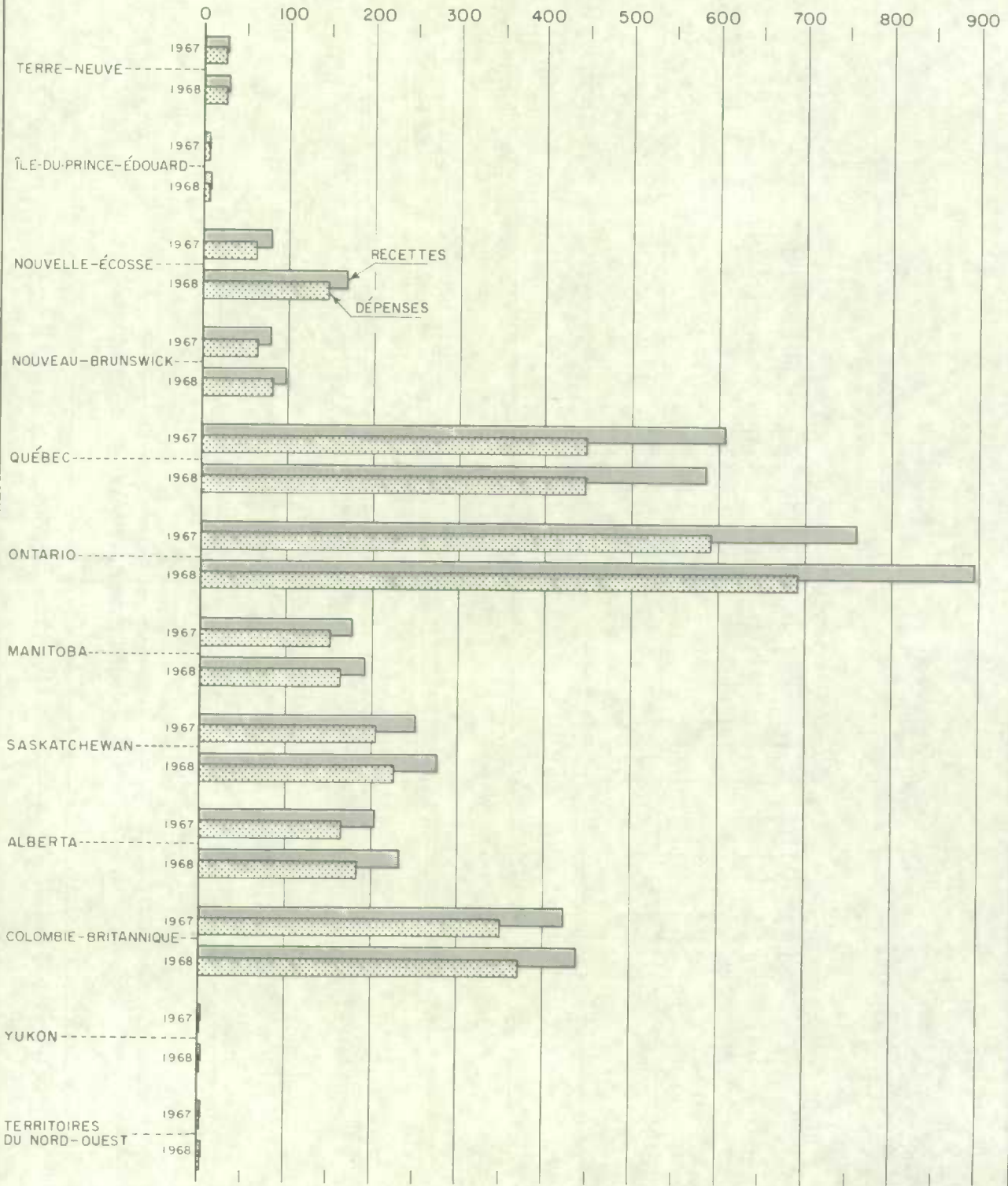
⁽¹⁾ LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÈRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVOI AU BAS DE LA PAGE 5.

*\$1 MILLION OU MOINS.

GRAPHIQUE - 6

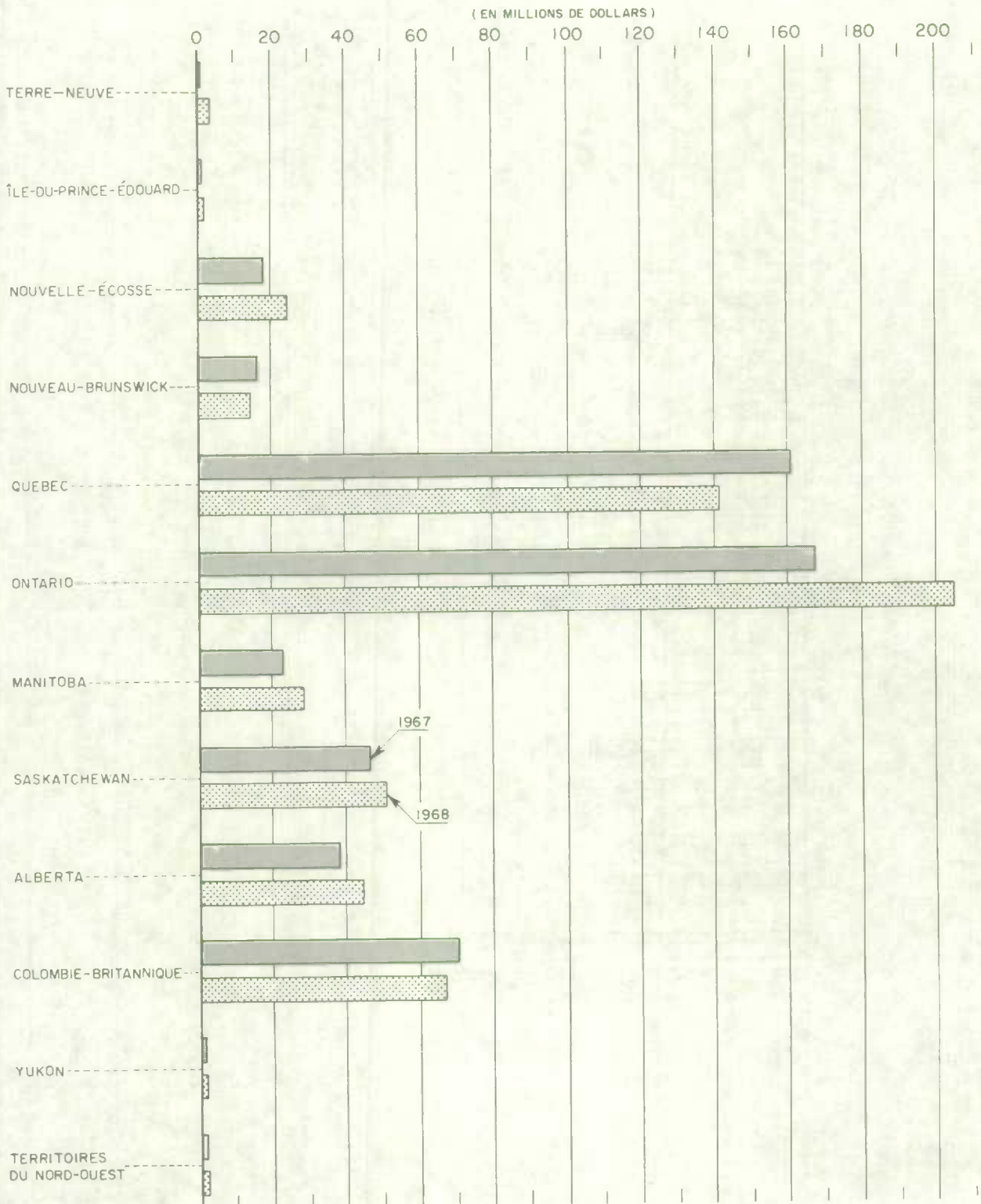
RECETTES ET DÉPENSES, PAR PROVINCE 1967⁽¹⁾ - 1968

(EN MILLIONS DE DOLLARS)



⁽¹⁾ LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÉRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVOI AU BAS DE LA PAGE 5.

BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE, PAR PROVINCE 1967⁽¹⁾-1968



⁽¹⁾ LES CHIFFRES À PARTIR DESQUELS LES GRAPHIQUES ONT ÉTÉ ÉTABLIS POUR 1967 DIFFÉRENT DE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PUBLIÉS. VOIR LE RENVOI AU BAS DE LA PAGE 5.

NOTES EXPLICATIVES

Définition de l'entreprise publique

Les activités des administrations publiques modernes se répartissent en deux catégories. D'abord il y a les activités de nature générale telles que la protection des personnes et de la propriété, la santé, l'éducation et la voirie, activités communes à la plupart des administrations publiques et généralement financées au moyen des recettes ordinaires ou au moyen de fonds remboursables grâce aux recettes ordinaires. Le public paie un prix modique pour certains services de nature générale, mais dans la plupart des cas il n'existe pas de rapport entre le prix que paie le particulier et l'usage qu'il fait du service ou le bénéfice qu'il en retire.

Certaines autres activités des pouvoirs publics sont cependant d'un caractère tout à fait différent en ce qu'elles résultent en production de biens et de services qui sont livrés à la consommation à un prix qui doit couvrir la totalité ou une grande partie des frais encourus et qui, dans certains cas, doit produire un profit. Ces entreprises revêtent ordinairement la forme d'une société de la Couronne ou d'un organisme spécial ayant des pouvoirs déterminés, sont assujetties à un certain contrôle financier du gouvernement et sont responsables envers le public. Le capital leur est fourni sous forme d'avances ou par moyen d'actions souscrites par l'administration publique ou encore par emprunts qu'elles contractent directement de l'extérieur normalement avec garantie de l'administration publique. Dans la plupart des cas, l'activité de ces entreprises est de nature franchement commerciale ou industrielle. Elles font concurrence à l'entreprise privée et sont parfois exploitées sous un régime monopolistique. Pour ce qui est de leurs objectifs et de leur comportement, elles sont assimilables aux sociétés privées plutôt qu'aux organismes sans but lucratif ou aux établissements non commerciaux, catégories dans lesquelles se classent ordinairement les données relatives à l'activité de l'administration publique générale.

Afin qu'il y ait uniformité et comparabilité dans la refonte des renseignements relatifs aux finances publiques dans le cadre d'une classification économique et fonctionnelle, ces deux formes distinctes d'activité publique ont été divisées en "administration publique générale" et "entreprises publiques".

Pour dégager l'activité des entreprises publiques, il faut d'abord établir certains critères.

Une entreprise publique est considérée comme une entité organisée généralement constituée en société et qui

- a) a été établie par un organisme politique dans le but de produire des biens ou des services, destinés à être vendus sur le marché libre à des prix établis en fonction des coûts;
- b) dispose d'un système de comptes indépendants qui permet de fixer des coûts précis par rapport aux recettes provenant des ventes ou des services;
- c) a une administration suffisamment autonome pour exécuter le travail de routine quotidien;
- d) a un personnel ne relevant pas des règlements statutaires sur l'emploi dans la fonction publique (à l'exception peut-être de certains domaines particuliers, comme les pensions de retraites).

Des difficultés de classement peuvent surgir lorsqu'une entreprise ne satisfait qu'à quelques-uns de ces critères. La plupart du temps, le facteur décisif est le libre choix d'acheter les biens ou les services fournis. S'il n'y a aucun choix, l'organisme est considéré comme un fonds spécial et non comme une entreprise publique.

Afin d'éviter toute confusion, on ne considère pas, dans les publications du B.F.S., les organismes suivants comme des entreprises:

- a) Toute agence publique dont l'activité principale consiste à acheminer des fonds à un autre niveau d'administration publique ou parmi des organismes appartenant au même échelon d'administration publique.
- b) Toute agence publique dont l'activité, industrielle ou commerciale, consiste avant tout à satisfaire les besoins de l'administration publique.

Dans certains cas, il est impossible, pour des considérations d'ordre pratique, d'établir une distinction entre les activités industrielles ou commerciales d'une administration et son activité propre, bien que de telles activités semblent apparentées à celles d'une entreprise publique (le travail de recherche mené par l'Etat pour le compte d'une industrie qui en supporte les frais, par exemple).

Comparaison avec les comptes nationaux

La présente série sur les entreprises comprend les mêmes entreprises publiques provinciales que celles qui figurent dans les comptes nationaux. Toutefois, le montant incorporé aux comptes nationaux à titre de revenu de placements des administrations publiques ne concorde pas avec le bénéfice net ou la perte nette (Tableau 2, Dépenses, poste 6), parce qu'on a imputé aux comptes nationaux le loyer des bâtiments appartenant aux administrations publiques provinciales et que l'on a reconstitué, d'après l'année civile, les bénéfices réalisés durant l'exercice financier par les régies des alcools et plusieurs autres entreprises. Les montants représentant la provision pour amortissement (Tableau 2, Dépenses, poste 2) dans la série des entreprises se retrouvent dans l'agrégat des comptes nationaux appelé "provisions pour consommation de capital et réévaluations diverses".

Classement des entreprises par groupe d'activités et par province

Les entreprises publiques provinciales ont été classées selon leurs principales activités au sein des principaux groupes d'industries figurant dans le Manuel de la classification type des industries (1960) (numéro de catalogue 12-501F) du Bureau fédéral de la statistique. La classification ne tient pas compte des activités secondaires des entreprises comme, par exemple, les réseaux de distribution de gaz exploités par les commissions d'énergie électrique et les services télégraphiques fournis par les chemins de fer.

La statistique financière des entreprises publiques provinciales est classée par groupe d'activités dans les Tableaux 1 à 4 et par province dans les tableaux 5 à 8. Associée à la statistique existante sur les recettes, les dépenses, l'actif et le passif des ministères et des fonds spéciaux des administrations publiques provinciales, la présente statistique

rendra possible une meilleure compréhension du rôle joué par chaque province dans le secteur public de l'économie.

Sources des données

Les données financières sont puisées dans les rapports annuels des entreprises et dans les comptes publics des administrations publiques provinciales. D'autres renseignements nous ont été fournis par des dirigeants de sociétés ou par des fonctionnaires provinciaux, dont la collaboration constitue pour nous une aide précieuse.

La série relative aux rémunérations versées aux employés des entreprises publiques provinciales est en grande partie fondée sur les données que la Division des administrations publiques a réunies et publiées dans le cahier Provincial Government Employment. (Numéro de catalogue 72-007).

APPENDICE

Classification et terminologie financières

On n'a pas tenté de séparer l'actif réalisable et le passif exigible à court terme de ceux qui le sont à long terme sauf s'ils tombaient dans ces catégories en raison de la présentation commerciale traditionnelle du bilan, où les postes sont énumérés plus ou moins selon leur degré de liquidité.

Les transactions des entreprises avec l'autorité dont elles dépendent ou les autres niveaux d'administration publique ont été réparties lorsque la situation l'exigeait, entre les sous-postes suivants:

- i) Administration publique fédérale
- ii) Entreprises publiques fédérales
- iii) Administrations publiques provinciales
- iv) Entreprises publiques provinciales
- v) Administrations publiques municipales
- vi) Entreprises publiques municipales

Les transactions avec les entreprises privées sont classées sous vii) Autres.

Les transactions avec les filiales et entreprises affiliées sont indiquées dans les renvois. Une filiale est une société publique ou privée dont plus de la moitié du capital-actions émis appartient à une autre entreprise publique; si la moitié ou moins du capital-actions émis est détenu, la compagnie ou entreprise est affiliée.

Alors que certains termes et définitions proviennent des manuels de statistique financière des administrations publiques provinciales et municipales, notamment des dernières, il a fallu dans bien des cas expliquer la signification d'un terme pour en faire ressortir la signification particulière dans le contexte de la statistique des entreprises publiques.

Pour faciliter la compréhension du rapport, voici certaines définitions ou explications des éléments de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses.

Actif

Poste 1. Encaisse et dépôts. - Argent et autres moyens de paiements en caisse ou en dépôt dans une banque ou ailleurs où ils sont à la libre disposition de la direction en vue de déboursements de quelque nature que ce soit. Ce poste comprend également les dépôts à court terme et les dépôts chez le Receveur général du Canada et les trésoriers provinciaux.

Les fonds versés à une caisse créée à des fins spéciales figurent au poste 11: Fonds réservés.

Poste 2. Comptes à recevoir. - Créances résultant ordinairement de la vente de biens ou de services.

Lorsqu'elles sont indiquées séparément, les provisions pour créances douteuses ont été déduites des comptes à recevoir.

Poste 3. Stocks. - Valeur comptable des produits finis, des produits en cours et des matières premières en stock, en consignation ou en transit. Sont compris également les fournitures nécessaires à l'exploitation et l'outillage léger qui, dans certains cas, sont considérés comme frais payés d'avance.

Poste 4. Intérêts, dividendes et loyers à recevoir. - Revenus de placements dus, mais non reçus et distincts des revenus de nature semblable qui sont dus mais non exigibles et qui sont compris dans les revenus réalisés. Un montant important est compris dans le sous-poste "Autres" du fait que les renseignements détaillés concernant le débiteur ne figurent pas séparément dans les données originales sur lesquelles le présent bulletin est fondé. Il en est de même pour les postes 5.1 et 8 de l'actif.

Poste 5. Recettes comptables. - Recettes perçues mais non encore dues. Ce genre de recette est constitué généralement d'intérêts qui figurent au sous-poste 1.

Poste 6. Frais payés d'avance. - Dépenses à court terme devant produire un bénéfice durant la prochaine année financière, mais qui, en attendant, sont reportées pour être inscrites aux dépenses de cette année-là.

Les frais à long terme payés d'avance tels que les frais d'outillage et de développement sont classés comme frais immobilisés.

Poste 7. Immobilisations. - Pour les besoins de la présente étude, les immobilisations sont considérées comme actif à long terme et comprennent les terrains, les bâtiments et le matériel destinés à être utilisés ou vendus.

Les biens immobiliers détenus par les entreprises financières en vue de la vente ont été compris dans les immobilisations. Pour certaines fins, il est peut-être préférable d'omettre les biens immeubles destinés à la vente et pour cette raison les montants y afférents sont indiqués dans une note en bas de page.

La valeur des immobilisations est celle qui figure au bilan, moins l'amortissement accumulé dont le montant est indiqué dans une note en bas de page.

Les immobilisations comprennent également les acomptes sur la construction et sur l'achat de matériel.

Poste 8. Prêts et avances à recevoir. - Les prêts à recevoir sont constitués de sommes dues par d'autres organismes publics, par des particuliers, des maisons de commerce ou des sociétés à la suite d'un prêt et se distinguent des comptes à

recevoir qui résultent de la fourniture de biens ou de la prestation de services, et des avances à recevoir qui comportent une obligation exécutable à une date ultérieure. Exemples d'avances à recevoir: avances sur les salaires ou sur les frais de déplacement.

Poste 9. Valeurs en portefeuille. - Obligations et actions négociables achetées en vue d'employer les fonds qui auraient pu être mis de côté pour une utilisation ultérieure, mais que la législation et la réglementation ne limitent pas à cet usage précis.

Y sont compris les investissements faits dans d'autres entreprises publiques et qui ne sont pas négociables, mais qui sont susceptibles de produire des dividendes.

Les titres négociables remis par un emprunteur en nantissement d'un prêt n'y sont pas compris, puisque cet élément d'actif a déjà été classé comme prêt à recevoir.

Les valeurs en portefeuille ont été divisées en huit sous-groupes:

1. Bons du Trésor de l'administration publique fédérale.
2. Obligations émises ou garanties par l'administration publique fédérale.
3. Bons du Trésor des administrations publiques provinciales.
4. Obligations émises ou garanties par les administrations publiques provinciales ou municipales.
5. BILLETS de sociétés constituées au Canada et d'institutions.
6. Obligations de sociétés constituées au Canada et d'institutions.
7. Actions privilégiées et ordinaires de sociétés canadiennes, un sous-poste groupant les entreprises publiques qui sont des filiales.
8. Investissements étrangers, les sociétés affiliées étant indiquées par un renvoi.

Les valeurs mobilières détenues dans les fonds réservés figurent au poste 11 ci-après.

Poste 10. Hypothèques et contrats de vente. - L'hypothèque est un droit réel immobilier détenu par le créancier hypothécaire en gage du remboursement d'une dette par le débiteur hypothécaire.

Le contrat de vente est une convention entre un propriétaire et l'acheteur selon laquelle le propriétaire s'engage à transférer la propriété d'un bien à l'acheteur sur paiement du solde du prix d'achat.

Poste 11. Fonds réservés. - Eléments d'actif détenus soit par l'entreprise, soit par une société de fiducie en vue du paiement ultérieur d'un bien ou d'un service, de la libération d'une obligation, réelle ou éventuelle, ou du remboursement d'une dette. Ces fonds peuvent être créés sans obligation ou en raison d'engagements obligatoires et sont ordinairement détenus sous forme d'argent liquide ou de valeurs. Leur composition est donnée au Tableau 4 par groupe d'activités et au Tableau 8 par province. On les a groupés ici plutôt qu'au poste 1, Encaisse et dépôts, ou au poste 9, Valeurs en portefeuille, pour souligner les restrictions auxquelles est soumis leur emploi.

Trois types de fonds réservés ont été isolés: a) fonds d'amortissement, b) comptes de dépôt et de fiducie et c) autres fonds.

Seuls les fonds appartenant à l'entreprise et détenus par elle ou par une société de fiducie figurent dans la présente série statistique. Les comptes de dépôt et de fiducie tels que les dépôts de garantie fournis par les entrepreneurs et la caisse d'épargne du personnel ont été éliminés de l'actif et du compte de contrepartie.

Poste 12. Dépenses différées. - Dépenses à long terme payées d'avance; dépenses autres que les dépenses en immobilisations dont les bénéfices seront répartis sur plusieurs années à partir du moment où elles sont faites et qui sont entre-temps reportées pour être imputées aux dépenses de chacune des années en cause. Les escomptes à l'émission et les primes de remboursement des obligations, les frais d'outillage et de développement sont des exemples typiques de dépenses imputables aux années suivantes.

Poste 13. Autres éléments d'actif. - Ce poste réunit tous les éléments qui ne sont pas classés ailleurs. Les sommes dues au compte du déficit, principalement par l'autorité dont dépend l'entreprise sont groupées dans un sous-poste. D'autres éléments qui y trouvent leur place sont les montants recouvrables au titre de l'assurance et les soldes débiteurs en suspens.

Passif

Poste 1. Comptes à payer. - Sommes dues aux créanciers, ordinairement en numéraire relativement à l'achat de biens et de services.

Poste 2. Emprunts, avances et billets à payer à court terme. - Sommes dues aux banques ou à d'autres par suite d'emprunts directs faits par l'entreprise en vue d'un financement temporaire; avances et paiements anticipés sur des contrats à court terme.

Poste 3. Intérêts à payer. - Intérêts dus et non payés, qui se distinguent de l'intérêt dû mais non exigible compris dans les dépenses courues.

Poste 4. Dépenses comptables. - Engagements qui n'ont pas été payés et qui ne sont payables qu'à une date ultérieure.

Poste 5. Emprunts et avances à long terme. - Dettes envers l'autorité dont dépend l'entreprise, les banques ou d'autres prêteurs, résultant d'emprunts faits par l'entreprise pour des fins autres que le financement temporaire, et avances sur des contrats à long terme. Les effets et obligations non négociables détenus par l'autorité dont elle dépend ou la société mère sont compris ici. La part des entreprises au fonds d'amortissement de l'administration publique provinciale a été déduite des prêts et avances à long terme que les entreprises doivent à l'administration publique provinciale.

Poste 6. Dette à long terme. - La dette à long terme d'une entreprise consiste ordinairement en obligations garanties ou non garanties, émises et non venues à échéance (y compris les obligations non garanties assumées) sans distinction quant au détenteur. Les hypothèques et contrats de vente sont d'autres formes de dette à long terme.

Poste 7. Produits reçus ou comptabilisés d'avance. - Exemples: revenu reçu mais applicable à une période future et primes non amorties sur obligations.

Poste 8. Comptes de dépôt et de fiducie. - Passif constitué par les cautionnements des entrepreneurs et la caisse d'épargne des employés pour lesquels il n'y a pas, à l'actif, de compte de contrepartie. Tous les soldes actifs du poste 11.2 (Fonds réservés: comptes de dépôt et de fiducie) ont été déduits de ce poste passif.

Provisions

Est ici considéré comme réserve tout fonds constitué en vue de pourvoir aux pertes futures et indéterminées d'actif, aux dépenses futures, aux fonds de roulement ou à des éventualités. Les sommes affectées ou destinées à une réserve figurent à l'état des dépenses ordinaires ou des bénéfices non répartis si les statuts l'exigent ou le permettent.

Poste 9. Provisions pour dettes anticipées. - Comprend les provisions pour risques tels que les pertes sur les opérations de change, les indemnités pour accidents du travail et les assurances contre le feu, les accidents, etc.

Les provisions constituées en vue d'une diminution estimée de la valeur des avoirs ont été déduites des comptes de contrepartie à l'actif.

Les fonds de prévoyance, créés en vue d'éventualités qui peuvent se produire ou non et les autres provisions qui théoriquement font partie de la valeur nette (par exemple, les réserves pour fonds d'amortissement, les provisions pour l'augmentation du matériel d'exploitation et les provisions pour bénéfices non réalisés constatés lors d'une réévaluation) ont été classés comme réserves (poste 11.5).

Poste 10. Autres éléments de passif. - Tous les éléments de passif non mentionnés ailleurs.

Poste 11. Avoir des propriétaires (valeur nette). - Excédent de l'actif sur le passif.

Six genres d'avoirs ont été retenus: 1) le capital-actions (actions émises et entièrement libérées); 2) le fonds de roulement sans intérêt; 3) les immobilisations construites ou acquises par l'autorité dont elle dépend et transférées à l'entreprise pour fins d'exploitation; 4) d'autres avoirs tels que le capital versé, les biens transférés, les avoirs tenant lieu de prêts à recouvrer, etc.; 5) les réserves, qui sont le bénéfice réparti et 6) les bénéfices non affectés, soit le solde du bilan. Les bénéfices non répartis comprennent l'excédent d'exploitation, les profits qui proviennent de la vente d'immobilisations et de valeurs en portefeuille, d'un changement de la valeur estimative d'immobilisations et d'apports des administrations publiques ou d'autres sources.

Les opérations nettes au compte des bénéfices non répartis au cours de l'exercice figurent dans des tableaux distincts.

Recettes et dépenses

Comptabilité de caisse et comptabilité d'exercice

Il y a comptabilité de caisse si les recettes sont comptabilisées lorsqu'il y a encaissement et les dépenses lorsqu'il y a paiement. La comptabilité d'exercice consiste à comptabiliser les recettes dès que gagnées même si elles n'ont pas été encaissées, et les dépenses dès qu'engagées, même si elles n'ont pas été payées.

La plupart des entreprises publiques observent une comptabilité d'exercice.

Recettes

Les recettes consistent en sommes reçues ou à recevoir, disponibles pour faire face aux dépenses et qui n'augmentent ni le passif ni les réserves et ne représentent pas le recouvrement d'une dépense.

Les recettes ordinaires proviennent de la vente de produits et de services dans le courant normal des affaires, les bénéfices financiers autres que ceux résultant des opérations de l'entreprise, des foyers et des contributions de l'administration publique.

Les recettes de nature capitale comprennent le produit de la vente d'immobilisations et les contributions aux dépenses en immobilisations.

Recettes ordinaires

Poste 1. Recettes provenant des ventes de biens et services. - Il s'agit ici de la vente de biens achetés en vue de la revente et de biens et services produits dans le cadre de l'exploitation normale des entreprises publiques. Le prix sur lequel se base l'évaluation est le prix effectivement facturé, net de tout rabais et de toute remise.

Poste 2. Revenus de placements. - Intérêts sur dépôts bancaires, placements et prêts, opérations de change et dividendes.

Les intérêts reçus des administrations publiques et d'autres entreprises publiques sont indiqués séparément.

Poste 3. Revenus de location. - Provenant de la location, à des entreprises privées, de biens tels que bâtiments, machines, matériel. Les organismes publics qui louent à d'autres organismes publics ne sont pas considérés comme entreprises dans les statistiques sur les finances publiques.

Poste 4. Contributions des administrations publiques. - Contributions d'organismes publics aux dépenses ordinaires des entreprises sous forme de subventions et de paiements autres que les subventions ou remboursements destinés à combler des déficits. Les sommes reçues des administrations publiques au compte des déficits d'exploitation de l'entreprise au cours de l'exercice écoulé ou des exercices antérieurs ne sont pas comprises dans les recettes ordinaires et figurent au compte des bénéfices non répartis.

Poste 5. Autres recettes ordinaires. - Toutes autres recettes de nature ordinaire et non précisées ailleurs.

Dépenses

Les dépenses sont les frais engagés pour une fin quelconque, qu'ils aient été payés ou non.

Les dépenses ordinaires comprennent les achats de biens matériels ou immatériels dont la valeur disparaît ou qui se consomment dans le courant de l'exercice financier et qu'il convient d'imputer sur le compte des dépenses ordinaires.

Une dépense en immobilisation est une dépense qui résulte de l'acquisition d'une valeur immobilisée ou d'une augmentation faite à cette valeur.

Dépenses ordinaires

Poste 1. Coût des biens et services vendus:

- 1) Rémunérations. Ce poste représente la rémunération brute, les allocations de séjour et les primes et commissions versées par les entreprises publiques en espèces ou en nature aux personnes employées au Canada ou à l'étranger en échange de leur travail. Les augmentations rétroactives de salaire, les commissions et les primes sont imputées à la période au cours de laquelle elles ont été payées plutôt qu'à celle pendant laquelle elles ont été gagnées.

Dans certains cas isolés il n'a pas été possible d'éliminer le coût de la main-d'oeuvre des dépenses en développement ou du capital-construction dans le cas des constructions que l'entreprise a fait exécuter par sa propre main-d'oeuvre. Il en résulte donc que les rémunérations comprises dans les dépenses ordinaires sont exagérées.

Les frais supplémentaires de main-d'oeuvre tels que les contributions au régime de pensions, à la caisse de bienfaisance des employés, à l'assurance-chômage et à l'assurance contre les accidents du travail figurent au sous-poste 1.3.

- 2) Prélèvements nets sur les stocks (+) ou additions nettes (-) aux stocks. Valeur de la variation nette qu'ont subie les stocks au cours de la période comptable.
- 3) Autres achats de biens et de services. Ce poste embrasse tous les achats ordinaires de biens et services, nets de tout rabais et de toute remise, sauf la rémunération des employés (sous-poste 1.1), l'intérêt sur la dette (poste 3) et la provision fixe pour amortissement (poste 2). Outre les achats de matières, il comprend les frais supplémentaires de main-d'oeuvre tels que la part de l'employeur de la prime d'assurance sociale et sa contribution aux fonds de pension ainsi que le combustible, l'électricité, les fournitures de bureau, les réparations et l'entretien et les dépenses en immobilisation imputables sur le compte courant.

Le rajustement pour tenir compte des achats ou de la production de l'année ajoutés aux stocks et pour tenir compte du prélèvement des matières mises en stock au cours d'un exercice antérieur figure au sous-poste 1.2.

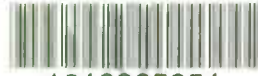
Poste 2. Provisions pour amortissement et remplacement. - Le montant inscrit au titre de la provision pour amortissement et remplacement des valeurs immobilisées est le montant que l'entreprise porte aux dépenses, quelle que soit sa méthode de calcul.

Poste 3. Intérêt sur la dette. - Ce poste comprend en premier lieu l'intérêt sur les obligations garanties ou non, sans distinction du bénéficiaire, et sur les emprunts et avances consentis par l'autorité dont dépend l'entreprise ou par une entreprise affiliée. Ces transactions entre organismes publics sont indiquées séparément.

Parmi les intérêts sur les dettes envers des organismes privés, figure également l'intérêt sur les dettes commerciales telles que les découverts en banque et autres dettes.

Poste 4. Autres dépenses ordinaires. - Provisions pour créances douteuses, perte résultant des opérations de change et d'autres dépenses telles que l'amortissement de la prime de remboursement des obligations, la provision pour épuisement, l'amortissement des frais antérieurs à la production et les frais de développement et toute contribution des entreprises aux administrations publiques.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA



1010365851

c. 2